ÉCONOMIE • INDUSTRIE • INFRASTRUCTURES

STEAZ TIMES

OCTOBRE 2026
N° 01

CAPITAL
Du financement à la capacité réelle

INDUSTRIE
Raffiner, transformer, produire

INFRASTRUCTURES
Énergie, rail, ports : le test de l'exécution



L'AFRIQUE QUI CONSTRUIT

DES MILLIARDS À LA RÉALITÉ

Capital. Industrie. Infrastructures. Puissance économique.

5 000 FCFA N°01

3 770031 247008

ÉDITORIAL

L’AFRIQUE NE MANQUE PLUS SEULEMENT DE CAPITAUX

Le premier numéro de STEAZ TIMES part d’une exigence simple : suivre le passage du capital à la capacité réelle.



Illustration IA · Scène non documentaire

Pendant longtemps, le récit économique africain a été dominé par le manque. Manque de capitaux, manque d’infrastructures, manque d’énergie, manque d’industries, manque de réseaux, manque de technologies. Cette lecture reste partiellement juste. Mais elle ne suffit plus à décrire ce qui est en train de se passer.

Le continent entre dans une phase plus complexe. Des financements de plusieurs centaines de millions d’euros sont structurés pour des États et des infrastructures. Des groupes industriels africains investissent à des échelles qui étaient encore exceptionnelles il y a peu. Des corridors, des plateformes aéroportuaires, des projets ferroviaires, des raffineries, des centrales, des data centers et des unités de transformation sont désormais annoncés dans plusieurs régions du continent. Ce changement ne signifie pas que l’Afrique aurait résolu son déficit d’investissement. Il signifie qu’une nouvelle question devient centrale : que deviennent réellement les capitaux lorsqu’ils sont annoncés, mobilisés ou signés ?

C’est la question fondatrice de ce premier numéro de STEAZ TIMES.

Nous avons choisi de ne pas publier un simple résumé des nouvelles du mois. Le quotidien existe précisément pour cela. STEAZ DAILY NEWS suit le fait, documente l’annonce, distingue le financement du résultat et identifie la prochaine preuve à rechercher. Le magazine doit changer d’échelle. Il doit relier les événements, regarder les chaînes de causalité, replacer les chiffres dans le temps et interroger la capacité des économies africaines à convertir l’argent en actifs productifs.

Le mot « construire » doit donc être pris au sens large. Construire une économie ne consiste pas seulement à couler du béton. C’est produire une centrale qui délivre effectivement des mégawatts. C’est achever un rail dont les trains circulent avec des volumes suffisants pour modifier le coût logistique. C’est mettre en service une raffinerie dont le taux d’utilisation se stabilise. C’est ouvrir un aéroport modernisé qui absorbe des flux supplémentaires et soutient une activité durable. C’est financer une usine dont les intrants, l’énergie et les marchés permettent une production régulière. C’est aussi construire les institutions, les données et les mécanismes financiers qui rendent ces investissements possibles.

Cette dernière dimension est moins visible. Pourtant, elle peut décider du reste. Une notation souveraine, une base de données de dette, une garantie multilatérale, une méthode commune de mesure de la mobilisation privée ou une structure tarifaire énergétique ne ressemblent pas à une infrastructure. Mais elles déterminent le prix du capital, la confiance, la visibilité du risque et la possibilité de financer les actifs réels.

C’est pourquoi ce numéro commence par le capital, mais ne s’y arrête jamais.

Nous allons du financement à la preuve. De la promesse au chantier. Du chantier à la capacité. De la capacité à l’utilisation. Et de l’utilisation au résultat.

Cette discipline oblige à

ÉDITORIAL

L’AFRIQUE NE MANQUE PLUS SEULEMENT DE CAPITAUX — SUITE

renoncer à plusieurs facilités. Un montant annoncé n’est pas un montant décaissé. Une capacité projetée n’est pas une production. Une garantie n’est pas une usine. Un contrat n’est pas un corridor opérationnel. Une baisse d’un ratio bancaire n’est pas nécessairement une baisse du stock de créances problématiques. Une différence entre coût d’importation et prix à la pompe n’est pas automatiquement une dépense budgétaire payée. Une infrastructure ne devient économiquement importante qu’au moment où elle change réellement la capacité de produire, d’échanger, de transporter, de financer ou de décider.

Cette exigence de preuve est aussi la raison pour laquelle STEAZ TIMES sera construit à partir de plusieurs couches du même écosystème. Le Daily détecte. Les Extensions expliquent, mesurent et suivent. STEAZ Data conserve les statuts et les séries. STEAZ Intelligence relie les signaux, formule des hypothèses et observe leur évolution. Le magazine utilise cette matière pour construire un récit plus lent, plus profond et plus durable.

Dans ce premier numéro, nous examinons donc une Afrique qui cherche à changer d’échelle. Nous regardons le coût du capital et le rôle de la donnée souveraine. Nous analysons les garanties comme instruments de mobilisation financière. Nous suivons le test de l’exécution sur les grands projets. Nous revenons sur le raffinage, l’acier, l’électricité, le rail, les corridors et les aéroports. Nous regardons aussi la nouvelle économie de l’intelligence artificielle, qui rappelle brutalement qu’aucune révolution numérique ne peut échapper aux contraintes de l’énergie, des réseaux, du foncier et du financement.

Le résultat n’est pas un plaidoyer pour l’optimisme. Plusieurs projets resteront peut- être inachevés. Certaines capacités ne seront pas utilisées comme prévu. Des coûts peuvent déraper. Des financements peuvent être retardés. Des hypothèses peuvent être invalidées. C’est précisément pour cela qu’il faut documenter les trajectoires plutôt que célébrer les annonces.

STEAZ TIMES veut être un magazine de transformation, pas un catalogue de promesses.

Le continent ne manque plus seulement de capitaux. Il doit prouver sa capacité à organiser, absorber, exécuter et exploiter les investissements nécessaires à son développement. C’est dans cette conversion du capital en capacité que se joue une partie du pouvoir économique africain des prochaines années.

Ce premier numéro commence donc avec une question simple, mais exigeante : l’Afrique qui annonce est-elle en train de devenir l’Afrique qui construit ?

La question n’est donc pas de choisir entre ambition et prudence. L’ambition oblige précisément à suivre ce qui se passe après l’annonce : qui porte le risque, qui reçoit les fonds, qui construit, qui exploite, qui paie et qui bénéficie réellement du service. Une somme peut circuler sans qu’une capacité utile apparaisse. Une capacité peut être livrée sans fonctionner régulièrement. Un service peut fonctionner sans être accessible à ceux auxquels il était destiné.

Cette exigence engage aussi notre rédaction. Nous devons conserver la formulation initiale d’une promesse, dater les étapes qui la modifient et reconnaître ce qui manque encore. La mémoire éditoriale ne sert pas à distribuer des verdicts rapides. Elle permet au lecteur de retrouver la trajectoire d’un projet lorsque l’annonce disparaît de l’actualité. Ce premier numéro ouvre ce travail : il ne prétend pas mesurer, au début d’octobre, les résultats d’un mois qui commence.

Sources de travail : Corpus STEAZ DAILY NEWS des 30 septembre, 1er et 2 octobre 2026 ; doctrine éditoriale STEAZ Data / Intelligence.

SOMMAIRE

L’AFRIQUE QUI CONSTRUIT

Des milliards à la réalité.

N° 01 · Repères arrêtés au 2 octobre 2026

L’afrique ne manque plus seulement de capitaux 2–3

L’afrique entre dans l’ère du capital massif 5–6

Le vrai coût du capital africain 7–8

Garantir pour multiplier 9–10

Le test de l’exécution 11–12

Le capital a besoin de projets investissables 13

Ce que signifie « construire » 14

Raffinage : l’afrique veut transformer son propre brut 16

Lamu : 16 milliards de dollars sous surveillance 17

Acier : la bataille des intrants 18

L’électricité avant l’usine 19–20

Le prix caché de l’énergie 21–22

Rail : construire des lignes ne suffit pas 23

Douala–n’djamena : anatomie d’un corridor 24

Les aéroports deviennent des infrastructures économiques 25

30 institutions, une même question : qu’est-ce que le capital privé mobilisé ? 27–28

Le monde rend l’argent plus cher 29–30

L’IA devient une industrie électrique 31–33

Après la dette, produire 34

Le mois en preuves 35

Ce que nous surveillons 36

Le point zéro du n°01 37

La première édition établit des repères datés. Les engagements, les décaissements, les capacités livrées et les résultats sont suivis séparément ; les sources et les statuts restent rattachés à chaque dossier.

GRAND DOSSIER

L’AFRIQUE ENTRE DANS L’ÈRE DU CAPITAL MASSIF

Les montants augmentent. Mais ce qui change réellement, c’est la sophistication des montages et la nécessité de partager le risque.



Illustration IA · Scène non documentaire

Le changement d’échelle apparaît d’abord dans la taille des opérations. Un financement de 500 millions d’euros mobilisé par le Bénin avec une maturité de douze ans, un programme aéroportuaire marocain de 270 millions d’euros, un projet de raffinerie à Lamu annoncé à 16 milliards de dollars, un corridor régional financé à hauteur de 538 millions de dollars, des besoins énergétiques qui se comptent en centaines de mégawatts : les ordres de grandeur imposent une autre manière de lire l’économie africaine.

Il serait pourtant trompeur d’additionner tous ces montants pour annoncer une « vague » uniforme d’investissement. Les statuts sont différents. Certains financements sont conclus. D’autres projets sont seulement lancés physiquement. Certains programmes disposent d’un bailleur identifié mais doivent encore signer des contrats. D’autres encore reposent sur des discussions de financement ou sur des objectifs de capacité. La première responsabilité analytique consiste donc à distinguer les étapes.

Cette distinction permet de voir un mouvement plus intéressant que le simple total des annonces : la transformation économique africaine se finance désormais par des architectures de plus en plus variées. Dette bancaire internationale, garanties multilatérales, capital privé, financement concessionnel, co-investissement public, instruments de marché et ressources domestiques se combinent selon les projets.

Cette diversification est une réponse à la taille des besoins. Une centrale, un port, une raffinerie ou un corridor ferroviaire exigent des montants qu’aucun acteur unique ne souhaite ou ne peut toujours porter seul. La logique devient celle du partage du risque. L’État fournit un cadre, une institution multilatérale peut garantir une partie de l’exposition, des banques prêtent, des investisseurs apportent des fonds propres, un opérateur construit et exploite, tandis que des contrats de long terme cherchent à sécuriser les revenus futurs.

Le capital massif n’est donc pas seulement une question de volume. Il exige une ingénierie. Plus le projet est grand, plus il faut aligner des acteurs dont les horizons, les contraintes et les attentes diffèrent. Le prêteur regarde la capacité de remboursement. L’investisseur en fonds propres regarde le rendement et la valeur à long terme. L’État regarde le service public, l’emploi, la souveraineté économique et la stabilité. L’opérateur regarde les volumes, les coûts et la continuité d’exploitation. La banque multilatérale regarde l’impact de

GRAND DOSSIER

L’AFRIQUE ENTRE DANS L’ÈRE DU CAPITAL MASSIF — SUITE

développement et la soutenabilité.

C’est dans cet alignement que se joue souvent la réussite d’un projet. Une opération peut disposer d’un bon actif mais d’un mauvais montage financier. Elle peut être bien financée mais mal préparée techniquement. Elle peut être techniquement solide mais dépendre d’une énergie indisponible. Elle peut être construite mais manquer de clients capables de payer. Le capital massif ne simplifie pas le développement ; il rend ses interdépendances plus visibles.

Le cas africain ajoute une contrainte supplémentaire : le prix du risque. Lorsque le financement international devient plus cher, les grands projets doivent supporter à la fois le coût mondial de l’argent et la prime spécifique attachée au pays, au secteur, au projet ou à l’emprunteur. C’est ce qui explique l’importance croissante des garanties, de la transparence, des méthodologies de mesure et de la qualité des données souveraines.

L’autre changement tient au rôle des entreprises africaines. Plusieurs grands projets ne sont plus uniquement pensés comme des extensions d’acteurs étrangers. Des groupes locaux ou régionaux cherchent à bâtir des capacités qui structurent des marchés entiers. Le cas du raffinage est emblématique : la question n’est plus seulement d’importer des produits finis, mais de transformer davantage de brut sur le continent et d’organiser autour de ces actifs des chaînes logistiques, portuaires et industrielles.

Cette montée en puissance ne garantit rien. Elle augmente simplement le niveau du test. Lorsqu’un projet vaut plusieurs milliards de dollars, l’écart entre ambition et exécution devient lui-même un risque systémique pour l’entreprise, pour les prêteurs, pour les partenaires publics et parfois pour l’économie qui compte sur la capacité promise.

C’est pourquoi STEAZ TIMES ne retiendra jamais l’échelle d’un projet comme preuve de sa réussite. Plus le montant est grand, plus la discipline de suivi doit être grande. Le chiffre spectaculaire ouvre le dossier. Il ne le ferme pas.

La taille d’un financement ne renseigne pas, à elle seule, sur son effet économique. Un crédit renouvelable peut soutenir plusieurs cycles d’approvisionnement ; un prêt d’infrastructure engage des dépenses étalées sur des années ; une garantie couvre un risque sans correspondre à un versement immédiat. Additionner ces instruments efface leur fonction et peut compter deux fois le même projet.

Il faut également lire la monnaie et le calendrier. Des revenus encaissés en monnaie locale face à une dette en devises créent une exposition différente d’un financement adossé à des recettes d’exportation. Une échéance longue peut laisser à l’actif le temps de produire, mais elle ne corrige ni une mauvaise prévision de demande ni une exploitation déficitaire. Le capital massif devient transformateur lorsque sa structure épouse le fonctionnement économique de l’investissement.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 — Bénin, Maroc, Cameroun, corridor régional ; STEAZ DAILY NEWS, 2 octobre 2026 — Lamu et capital privé.

GRAND DOSSIER

LE VRAI COÛT DU CAPITAL AFRICAIN

La donnée souveraine peut-elle réduire une partie de l'incertitude qui renchérit le financement ?



Illustration IA · Scène non documentaire

La Banque africaine de développement prépare un dispositif destiné à aider les États africains à mieux aborder leurs notations souveraines. L'enjeu n'est pas de fabriquer de meilleures notes, mais de réduire une partie de l'incertitude informationnelle qui renchérit le prix du risque et donc le coût du capital.

Le débat africain sur le coût du financement change de nature. Pendant longtemps, il s'est concentré sur le niveau des taux, la perception d'un biais des agences de notation ou l'insuffisance des ressources disponibles. Le 1er octobre à Londres, le président de la Banque africaine de développement, Sidi Ould Tah, a placé une autre variable au centre de la discussion : la qualité de la donnée et l'infrastructure qui permet de la produire, de la vérifier et de la rendre accessible.

La BAD prépare, via l'African Legal Support Facility, une initiative destinée à aider les pays africains à mieux se préparer aux processus de notation souveraine. À ce stade, il s'agit d'une initiative annoncée. Les pays participants, le calendrier, la forme de l'assistance et les indicateurs de résultat restent à documenter. Mais le signal est important : la donnée économique est désormais traitée comme un élément de l'architecture financière d'un État.

Sidi Ould Tah a expliqué que l'opacité de certains marchés et les lacunes d'information nourrissent une perception de risque élevée. Cette perception peut ensuite se traduire par un coût d'emprunt supérieur. Il a également rappelé que seuls trois pays africains sur 54 disposent actuellement d'une notation de catégorie investissement. Les grandes agences, elles, soutiennent appliquer les mêmes méthodologies partout dans le monde. Le désaccord ne disparaît donc pas ; il se déplace vers la qualité des intrants utilisés pour mesurer le risque.

Une notation souveraine ne dépend évidemment pas d'un seul tableau statistique. Dette, déficit, croissance, réserves de change, structure des recettes publiques, stabilité institutionnelle, exposition aux chocs extérieurs, qualité de la gouvernance et capacité de remboursement restent déterminants. Une meilleure statistique ne transforme pas mécaniquement un emprunteur fragile en emprunteur solide. Elle peut en revanche réduire une seconde couche de risque : l'incertitude sur ce que l'on mesure réellement.

C'est là que se situe le mécanisme central. Lorsqu'un investisseur connaît mal la structure d'une dette, la qualité d'un bilan public, les engagements hors bilan, l'évolution des recettes ou la solidité d'une série macroéconomique, il ne tarifie pas seulement le risque économique. Il tarifie aussi l'incertitude informationnelle. Plus l'information est irrégulière, tardive, difficilement comparable ou insuffisamment auditée, plus l'analyse devient prudente.

Dans la pratique, l'infrastructure de donnée souveraine ne se résume donc pas au PIB ou au niveau de la dette publique. Elle comprend la composition de cette dette par devise, créancier et maturité, les garanties accordées, les engagements conditionnels, les arriérés, la situation financière des entreprises publiques, l'exécution budgétaire, les réserves de change et les comptes extérieurs. Plus ces informations sont publiées avec une méthode stable et un calendrier prévisible, plus les analystes peuvent distinguer un risque identifié d'une zone simplement opaque.

La question de la fréquence est tout aussi importante. Une donnée exacte publiée très tard peut perdre une partie de sa valeur pour un investisseur qui doit décider aujourd'hui. À l'inverse, publier rapidement ne suffit pas si les séries sont constamment révisées sans explication ou si les définitions changent d'une période à l'autre. La qualité financière d'une donnée dépend donc à la fois de sa précision, de sa régularité, de sa comparabilité et de la confiance accordée à l'institution qui la produit.

L'effet peut dépasser l'émission obligataire de l'État. Le risque souverain sert souvent de référence pour apprécier le risque d'autres emprunteurs du même pays, notamment des entreprises publiques, des banques ou de grands projets qui cherchent à lever des capitaux. Une amélioration de la lisibilité souveraine ne garantit pas une baisse de leur coût de financement, mais elle réduit une partie de l'incertitude de départ

GRAND DOSSIER

LE VRAI COÛT DU CAPITAL AFRICAIN — SUITE

avec laquelle les prêteurs et investisseurs construisent leurs scénarios.

Cette logique explique pourquoi les statistiques publiques peuvent être regardées comme une infrastructure au même titre que d'autres capacités institutionnelles. Construire une base de données de dette fiable, publier un calendrier budgétaire respecté ou documenter les engagements hors bilan ne produit pas immédiatement des mégawatts, des routes ou des emplois. Mais ces outils peuvent déterminer les conditions auxquelles ces investissements seront financés, refinancés ou assurés.

La chaîne que STEAZ veut désormais suivre peut donc être résumée ainsi : DONNÉE → TRANSPARENCE → RISQUE PLUS LISIBLE → PRIX DU CAPITAL. Ce schéma n'est pas une garantie de baisse des taux. Il décrit un canal possible : rendre le risque mieux mesurable afin que sa tarification repose davantage sur les fondamentaux que sur une prime supplémentaire liée à l'opacité.

Cette question devient d'autant plus stratégique que les rendements obligataires mondiaux remontent. Lorsque le rendement d'un actif jugé relativement sûr augmente, l'investisseur exige généralement davantage pour financer un emprunteur considéré comme plus risqué. Dans ce contexte, chaque point de prime de risque compte davantage. Améliorer l'information ne neutralise pas le choc mondial sur les taux ; cela peut cependant éviter d'y ajouter une pénalité liée à une mauvaise lisibilité du dossier souverain.

Le sujet dépasse aussi les agences de notation. La BAD indique travailler au développement de marchés de capitaux locaux et à la mobilisation de ressources domestiques, notamment avec des banques et des fonds de pension. Pour qu'un marché obligataire local s'approfondisse, il faut des émetteurs, des investisseurs, des règles, mais aussi une information suffisamment fiable pour comparer les risques dans le temps.

La création annoncée d'une agence de notation africaine portée dans l'écosystème de l'Union africaine ouvre un autre chantier. Elle pourra apporter une lecture plus ancrée dans les réalités du continent, mais elle sera confrontée à la même exigence fondamentale : disposer de données crédibles, régulières et comparables. Changer l'institution qui note ne supprime pas le besoin d'une infrastructure statistique robuste.

Pour STEAZ, la prochaine étape ne consiste donc pas à conclure que l'initiative de la BAD fera baisser les coûts d'emprunt. Il faut construire une chaîne de preuve. Première étape : lancement effectif du programme. Deuxième : identification des pays participants et de l'assistance fournie. Troisième : amélioration observable des données, de leur fréquence et de leur transparence. Quatrième : évolution des notations, des perspectives, des spreads souverains et des rendements sur les marchés.

Ce suivi devra aussi éviter un piège : confondre corrélation et causalité. Si le coût d'emprunt d'un pays baisse après une amélioration de ses statistiques, il faudra encore distinguer l'effet de la donnée de celui de la conjoncture mondiale, de la politique budgétaire, de la croissance, du niveau de dette ou de l'appétit global pour le risque.

Mais le changement conceptuel est déjà visible. La statistique n'est plus seulement un outil de description de l'économie. Elle devient une composante de son financement. Une administration statistique, une base de données budgétaire, un calendrier de publication crédible, des comptes audités et des séries comparables peuvent sembler éloignés d'un chantier, d'une centrale ou d'une usine. Pourtant, ils participent à la même chaîne : rendre le capital mobilisable à un prix soutenable.

C'est précisément le fil stratégique de cette édition. Le capital ne devient pas transformation parce qu'il est annoncé. Il devient transformation lorsqu'il est mesuré, mobilisé, décaissé, exécuté et converti en capacité. Pour les États africains, cette chaîne commence parfois bien avant le financement : elle commence par la qualité de l'information qui permet au marché de comprendre le risque qu'il accepte de prendre.

L'information financière réduit une incertitude ; elle ne supprime pas un risque réel. Publier régulièrement la dette, ses échéances et les engagements conditionnels aide à distinguer un besoin temporaire de trésorerie d'une fragilité durable. Mais une bonne documentation ne transforme pas une recette incertaine en revenu garanti. La qualité des données et la qualité de la politique économique doivent être examinées ensemble.

Pour apprécier une amélioration des conditions de financement, il faut comparer des opérations suffisamment proches : monnaie, durée, garanties, date de marché et profil de remboursement. Un taux plus bas obtenu avec une garantie plus importante ne démontre pas que le risque souverain s'est réduit dans les mêmes proportions. Une dette moins chère mais plus courte peut aussi déplacer la difficulté vers le refinancement. Le jugement doit porter sur l'ensemble du contrat.

Sources de travail : Reuters, 1er octobre 2026 ; Banque africaine de développement / African Legal Support Facility ; déclarations de Sidi Ould Tah lors de la conférence S&P sur les marchés émergents.

Sources de travail : Reuters, 1er octobre 2026 ; BAD / African Legal Support Facility ; sources citées dans STEAZ DAILY NEWS du 2 octobre 2026.

GRAND DOSSIER

GARANTIR POUR MULTIPLIER

Le cas béninois montre comment une institution de développement peut utiliser sa capacité de risque pour attirer davantage de capital.



Illustration IA · Scène non documentaire

Avec l'appui du Fonds africain de développement, le Bénin mobilise environ 328 milliards FCFA sur 12 ans. Au-delà du montant, l'opération montre comment le partage du risque peut devenir un instrument de mobilisation du capital de long terme en Afrique.

Le Bénin vient de conclure un financement bancaire international de 500 millions d'euros, soit environ 328 milliards FCFA, destiné à soutenir des investissements prioritaires dans l'éducation, la santé, l'accès à l'eau, les infrastructures, les énergies renouvelables, l'agriculture ainsi que l'emploi des jeunes et des femmes. L'opération, finalisée le 18 septembre 2026, présente une maturité de douze ans.

Mais le chiffre n'est pas l'élément le plus important.

Ce qui mérite d'être observé est le mécanisme qui a permis de mobiliser ce capital.

Le financement bénéficie d'une garantie partielle de crédit du Fonds africain de développement (FAD), complétée par une assurance de seconde perte fournie par la filiale d'assurance du Groupe de la Banque islamique de développement. Autrement dit, une partie du risque supporté par les prêteurs est couverte par des institutions multilatérales.

C'est ici que l'opération béninoise dépasse le seul cas du Bénin.

LE RISQUE AVANT LE CAPITAL

L'un des problèmes du financement du développement africain ne réside pas uniquement dans la disponibilité mondiale des capitaux. Il réside également dans les conditions auxquelles ces capitaux acceptent de financer des États, des infrastructures ou des projets africains.

Lorsqu'un risque est jugé élevé, le financement peut devenir plus coûteux, plus court ou simplement plus difficile à mobiliser.

Une garantie ne crée pas mécaniquement de nouveaux capitaux. Elle peut en revanche modifier la répartition du risque entre l'emprunteur, les prêteurs et les institutions qui apportent leur couverture.

C'est précisément l'effet recherché ici.

La Banque africaine de développement estime que l'association de la garantie du FAD et de mécanismes complémentaires de partage des risques a permis au Bénin de mobiliser des ressources importantes à long terme dans des conditions qu'elle qualifie de compétitives.

Le mécanisme peut se résumer ainsi :

GARANTIE → RISQUE PARTAGÉ → FINANCEMENT MOBILISÉ → INVESTISSEMENT Cette logique est particulièrement importante pour l'Afrique : au lieu de demander aux institutions de développement de financer seules l'intégralité des besoins, leurs ressources peuvent également être utilisées pour faire levier sur des capitaux supplémentaires.

LE BÉNIN EN FAIT DÉJÀ UNE STRATÉGIE

L'opération n'est d'ailleurs pas une première.

En 2023, le Bénin avait déjà utilisé une garantie partielle du FAD pour mobiliser un financement international consacré aux Objectifs de développement durable. La documentation du FAD indique qu'une garantie d'environ 213 millions de dollars avait contribué à sécuriser un prêt de 382 millions de dollars.

La nouvelle opération de 500 millions d'euros constitue donc une deuxième utilisation de cette logique de mobilisation.

Elle intervient alors que les besoins restent considérables. Dans son rapport pays 2026, la Banque africaine de

GRAND DOSSIER

GARANTIR POUR MULTIPLIER — SUITE

développement estime que le Bénin devrait mobiliser environ 2,43 milliards de dollars supplémentaires par an jusqu'en 2030 pour accélérer sa transformation économique, notamment dans les transports, l'énergie, l'éducation et l'innovation.

Le sujet n'est donc pas seulement de lever une somme exceptionnelle.

Il est de savoir si ces instruments peuvent devenir une méthode reproductible de financement de la transformation.

DE LA MOBILISATION À LA TRANSFORMATION

Il reste toutefois une étape essentielle.

500 millions d'euros mobilisés ne signifient pas encore 500 millions d'euros de résultats.

L'efficacité réelle de l'opération devra être mesurée à travers l'affectation des ressources, les décaissements, l'exécution des investissements et, finalement, les infrastructures et services effectivement produits.

C'est à cet endroit que STEAZ devra revenir sur ce dossier.

GARANTIR → MOBILISER → DÉCAISSER → INVESTIR → LIVRER → MESURER Car l'innovation financière n'a de valeur économique durable que lorsqu'elle se transforme en capacités réelles.

CE QUE CELA SIGNIFIE POUR L'AFRIQUE

Le cas béninois pose une question plus large au continent : et si l'un des leviers du financement africain consistait moins à rechercher uniquement de nouveaux prêteurs qu'à construire de meilleurs mécanismes de partage du risque ?

Les garanties ne résoudront pas à elles seules le déficit de financement de l'Afrique. Mais elles peuvent permettre à des ressources concessionnelles limitées d'exercer un effet de levier plus important sur le capital privé.

Dans cette perspective, le Bénin ne vient pas seulement de mobiliser 500 millions d'euros.

Il expérimente une manière de transformer la capacité financière des institutions multilatérales en capacité de mobilisation du capital.

La prochaine preuve sera désormais celle de l'exécution.

La question dépasse le seul montant mobilisé. Une garantie transforme la structure de risque d'une opération. Elle peut rendre acceptable un financement qui, sans couverture, serait jugé trop exposé ou trop long. Cette logique ne doit toutefois pas être confondue avec une création automatique de ressources. L'effet de levier n'existe économiquement que si les capitaux mobilisés sont ensuite décaissés vers des investissements productifs et si ces investissements produisent les résultats attendus.

Pour STEAZ TIMES, le cas béninois devient donc un dossier de méthode. Nous suivrons non seulement l'enveloppe financière, mais aussi l'allocation sectorielle, le rythme de décaissement et les capacités effectivement créées.

Une garantie est un instrument. La preuve se trouve dans ce qu'elle permet de construire.

Une garantie redistribue le risque entre le prêteur, l'emprunteur et l'institution qui la fournit. Elle peut faciliter une durée plus longue ou élargir le cercle des financeurs. Elle n'efface pourtant ni le remboursement ni les obligations budgétaires de l'État. Si les investissements financés ne produisent pas les services attendus, le contrat reste une dette à honorer.

La lecture du montage doit donc distinguer le montant emprunté, le plafond de couverture, les événements qui déclenchent la garantie et les recours éventuels contre l'emprunteur. Ces montants ne doivent pas être additionnés comme des ressources indépendantes. La garantie n'est pas un second financement versé au projet. Son intérêt économique tient à ce qu'elle rend possible et aux conditions qu'elle améliore.

Le suivi public devra porter ensuite sur l'allocation des ressources, les marchés attribués, les décaissements et les services livrés. Une maturité de douze ans offre du temps ; elle ne garantit pas que ce temps sera bien utilisé. La comparaison pertinente ne s'arrête pas à la signature : elle examine aussi les obligations de suivi, la qualité des dépenses et les charges futures d'exploitation.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 ; Groupe BAD/FAD ; sources citées dans le dossier.

GRAND DOSSIER

LE TEST DE L'EXÉCUTION

Les milliards n'ont de valeur que lorsqu'ils franchissent les étapes qui conduisent à une capacité en service.



Illustration IA · Scène non documentaire

Le lancement physique du projet change son statut, mais pas encore sa réalité industrielle : 700 000 barils par jour constituent une capacité projetée, non une production existante. STEAZ ouvre désormais le suivi de l'exécution.

Le 30 septembre, le projet de raffinerie Dangote à Lamu a franchi une étape visible : la cérémonie de lancement a eu lieu sur le site, en présence de plusieurs dirigeants africains. Cette séquence marque le passage d'une annonce industrielle à un chantier officiellement lancé. Elle ne signifie toutefois ni que les 16 milliards de dollars ont déjà été intégralement décaissés, ni que les installations sont construites, ni que les 700 000 barils par jour annoncés constituent déjà une capacité disponible.

Le projet est présenté comme un investissement de 16 milliards de dollars. Sa capacité cible atteint 700 000 barils de brut par jour et l'achèvement est annoncé dans un délai de quarante mois, soit autour de 2030. À cette échelle, l'installation viserait un marché dépassant le seul Kenya et pourrait alimenter plusieurs économies d'Afrique de l'Est en diesel, essence, kérosène et autres produits raffinés.

La logique industrielle est claire. Une grande partie de l'Afrique exporte encore des matières premières et importe des produits transformés. Dans le pétrole, ce paradoxe est particulièrement coûteux : produire du brut ne protège pas automatiquement contre les tensions sur les carburants si la capacité de raffinage locale est insuffisante ou indisponible. Lamu cherche précisément à déplacer davantage de valeur vers le continent.

Le projet comprend plus qu'une unité de raffinage. Les informations publiées autour du lancement mentionnent un complexe intégré avec des installations pétrochimiques, du stockage, des pipelines, des infrastructures maritimes et une production électrique associée. Honeywell doit fournir des technologies, des licences et des services d'ingénierie pour plusieurs unités. Cette architecture montre qu'une raffinerie de cette taille est un système industriel complet, pas un équipement isolé.

Le financement reste l'un des points les plus importants à suivre. Le montant de 16 milliards de dollars est un coût d'investissement annoncé. Il ne doit pas être enregistré comme un montant déjà versé. Dangote a indiqué rechercher la participation d'investisseurs américains tout en souhaitant maintenir un contrôle africain du projet. Le Kenya et deux autres pays d'Afrique de l'Est pourraient détenir ensemble jusqu'à 30 % du capital. Ces intentions devront être confrontées aux accords effectivement signés et aux décaissements réalisés.

L'approvisionnement en brut constitue une deuxième condition. Le complexe doit disposer de flux suffisamment réguliers pour fonctionner à un taux élevé. Des approvisionnements en provenance de pays voisins, dont l'Ouganda, sont évoqués. Mais sécuriser une source de brut ne se résume pas à un accord politique : il faut des contrats, des infrastructures logistiques, des capacités de stockage et une continuité d'approvisionnement compatible avec l'échelle de l'installation.

La troisième condition est commerciale. Une capacité nominale de 700 000 barils par jour n'a de valeur économique que si le marché absorbe les produits à des conditions compétitives. Dangote estime que la consommation régionale permet de soutenir le projet. STEAZ devra donc suivre non seulement la mise en service, mais aussi le taux d'utilisation, les volumes vendus, les marchés desservis et l'évolution des importations de produits raffinés dans la région.

Le quatrième chantier est juridique et environnemental. Le projet fait déjà face à des contestations foncières locales. Un tribunal kényan a ordonné le maintien du statu quo dans une procédure engagée par des habitants revendiquant des droits sur les terres concernées. Des organisations environnementales soulèvent également des risques pour les écosystèmes côtiers. Ces questions ne sont pas périphériques : elles peuvent modifier le calendrier, le coût et l'acceptabilité du projet.

La localisation à Lamu a été justifiée notamment par les caractéristiques du site portuaire et l'accès en eau profonde, plus adaptés à des équipements lourds et aux flux maritimes. Cette dimension rappelle que l'industrialisation dépend d'infrastructures complémentaires : port, routes, stockage, énergie, eau, sécurité, logistique et réseau de distribution.

GRAND DOSSIER

LE TEST DE L'EXÉCUTION — SUITE

Pour le Kenya, le projet est présenté comme un investissement direct étranger exceptionnel par son montant. Les autorités mettent en avant ses effets possibles sur l'emploi, l'activité portuaire, la fiscalité et la production industrielle. Mais ces retombées devront être mesurées après exécution. Les emplois annoncés ne sont pas encore des emplois durables ; les recettes potentielles ne sont pas encore des recettes encaissées ; la baisse espérée des importations n'est pas encore observée.

C'est précisément pourquoi ce dossier entre dans STEAZ WATCH avec un point zéro daté : 30 septembre 2026, lancement physique. La chaîne de contrôle est désormais claire : GROUNDBREAKING → FINANCEMENT → CONTRATS EPC → CONSTRUCTION → ÉQUIPEMENTS → MISE EN SERVICE → PREMIÈRE PRODUCTION → MONTÉE EN CAPACITÉ → TAUX D'UTILISATION STABILISÉ.

Chaque étape devra produire une preuve distincte. Un communiqué de financement n'est pas un décaissement. Une livraison d'équipements n'est pas une mise en service.

Une première production n'est pas encore une utilisation stable de la capacité. Le véritable test de Lamu sera donc moins le montant annoncé que la capacité effectivement construite, alimentée, exploitée et reliée à un marché régional.

CAMRAIL est appelé à accélérer la finalisation des contrats ferroviaires du corridor Douala–N'Djamena. Après le financement, l'enjeu devient l'exécution et la réduction mesurable des coûts logistiques.

Les autorités camerounaises ont demandé à CAMRAIL d'accélérer la finalisation et la signature des contrats concernant la composante ferroviaire du projet de corridor Douala–N'Djamena. L'instruction a été donnée lors d'échanges avec une délégation de la Banque mondiale le 29 septembre.

Le programme régional bénéficie d'un financement de 538 millions de dollars de l'Association internationale de développement, approuvé par la Banque mondiale pour améliorer les infrastructures routières et ferroviaires ainsi que la fluidité des échanges entre le Cameroun et le Tchad.

C'est précisément ici que commence la partie la plus difficile.

LE FINANCEMENT N'EST PAS L'INFRASTRUCTURE

Un financement approuvé ne réduit aucun coût de transport tant que les contrats ne sont pas signés, les travaux exécutés et les infrastructures effectivement mises en service.

La preuve doit relier la décision financière aux contrats, aux travaux et au service effectivement rendu.

FINANCEMENT → CONTRATS → TRAVAUX → INFRASTRUCTURE LIVRÉE → TEMPS RÉDUIT → COÛT LOGISTIQUE RÉDUIT Le corridor concentre une part importante de l'activité économique des deux pays et constitue une infrastructure vitale pour le Tchad, pays enclavé. La Banque mondiale estime qu'environ 12 millions de personnes vivent dans sa zone d'influence.

L'accélération demandée à CAMRAIL indique donc que le dossier change d'étape.

STEAZ devra désormais surveiller non seulement les contrats mais les dates de travaux, les sections effectivement réhabilitées et, surtout, l'évolution réelle du temps et du coût du transport entre Douala et N'Djamena.

Parce que pour un corridor économique, la véritable unité de mesure n'est pas le montant investi : c'est la friction logistique supprimée.

Ces deux dossiers illustrent deux versions du même problème. À Lamu, le projet a franchi un point physique visible, mais l'essentiel du risque d'exécution reste devant lui. Sur le corridor Douala–N'Djamena, le financement est identifié, mais la contractualisation et les travaux déterminent encore la vitesse de transformation.

Le suivi d'exécution doit donc être construit autour de jalons simples et vérifiables : signature, décaissement, mobilisation des entreprises, livraison des équipements, avancement physique, mise en service, taux d'utilisation et résultats. Cette chaîne permet d'éviter qu'un projet reste indéfiniment dans une zone intermédiaire où l'on célèbre le financement alors que la capacité n'existe pas encore.

L'exécution est une succession de décisions interdépendantes. Un contrat de travaux ne suffit pas si le terrain n'est pas disponible ; un équipement livré reste inutilisable si son alimentation électrique n'est pas prête. Ces interfaces expliquent pourquoi un avancement global peut masquer un blocage décisif sur une composante limitée du projet.

Le calendrier public devrait distinguer les jalons contractuels, les jalons physiques et les essais d'exploitation. Le pourcentage de travaux ne remplace pas la description de ce qui fonctionne. Pour un corridor, la réception d'une section ne prouve pas encore une baisse du délai porte à porte. Pour une raffinerie, la fin de construction ne prouve pas une production régulière aux spécifications commerciales. L'indicateur doit suivre l'usage attendu, pas seulement le chantier.

Sources de travail : Reuters, 30 septembre 2026 ; Associated Press, 30 septembre 2026 ; Honeywell / informations industrielles publiées autour du lancement ; décisions judiciaires rapportées avant le groundbreaking.
Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 2 octobre 2026 — Lamu ; STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 — corridor Cameroun–Tchad.

GRAND DOSSIER

LE CAPITAL A BESOIN DE PROJETS INVESTISSABLES

Une bonne idée n’est pas encore un actif finançable.
L’investissabilité se construit avant le premier décaissement.



Illustration IA · Scène non documentaire

Le débat sur le financement du développement oppose souvent deux diagnostics. Le premier affirme que l’Afrique manque de capitaux. Le second répond que les capitaux existent mais ne trouvent pas suffisamment de projets préparés, rentables, sécurisés ou structurés pour les absorber. Les deux propositions peuvent être vraies en même temps.

Un projet investissable est plus qu’une bonne idée. Il possède un périmètre technique défini, un coût crédible, un modèle de revenus, un calendrier, un régime foncier, des autorisations, des contrats d’approvisionnement, une stratégie énergétique, des clients identifiables et une gouvernance capable de rendre des comptes. Lorsqu’une seule de ces briques manque, le financement devient plus difficile ou plus cher.

Cette réalité explique pourquoi des annonces de fonds ou de lignes de financement peuvent coexister avec une impression persistante de manque d’investissement. Le capital n’entre pas dans une économie de manière abstraite. Il entre dans des projets, des entreprises et des instruments dont les risques doivent être identifiés.

Le cas des infrastructures aéroportuaires marocaines montre un projet où la capacité physique est reliée à une perspective de flux. L’extension des terminaux, des aires de stationnement, des systèmes de sûreté ou de traitement des bagages n’est pas seulement une dépense de construction. Elle cherche à augmenter la capacité d’absorption d’un pays qui anticipe davantage de voyageurs, d’activité touristique, de mobilité d’affaires et de logistique.

Le cas de l’acier camerounais illustre une autre forme d’investissabilité. Une usine peut être physiquement construite et techniquement fonctionnelle, mais rester vulnérable si son besoin en fonds de roulement, ses intrants ou son énergie ne sont pas sécurisés. Le financement productif ne se limite donc pas aux bâtiments et aux machines ; il concerne aussi la continuité de l’exploitation.

Dans l’électricité, la question est encore plus nette. Une nouvelle demande industrielle peut apparaître plus vite qu’une centrale. Si le financement de l’offre énergétique commence après l’arrivée des usines, l’infrastructure court derrière la croissance. Un projet investissable doit donc souvent être pensé dans un système : l’usine avec l’énergie, le port avec les routes, le rail avec les terminaux, le data center avec l’électricité et la fibre.

Pour les gouvernements, cela implique un changement de méthode. Annoncer une liste de projets n’est pas une stratégie d’investissement. Il faut construire des pipelines où les projets progressent d’un stade à l’autre : idée, étude, faisabilité, structuration, financement, contractualisation, exécution, mise en service. Cette progression doit être visible, documentée et comparable.

Pour les investisseurs, le défi est inverse. Il faut éviter de confondre prudence et immobilisme. Un marché en transformation comporte nécessairement des incertitudes. La question est de savoir si elles sont mesurables, partageables et compatibles avec le rendement attendu. C’est là que les garanties, les assurances, les fonds de préparation de projets et les mécanismes de co-investissement peuvent réduire les zones de blocage.

Au fond, le projet investissable est le point de rencontre entre l’ambition publique et la discipline financière. Il oblige l’État à préciser ce qu’il veut construire et l’investisseur à préciser ce qu’il accepte de financer. Lorsque cette rencontre échoue, le capital reste disponible d’un côté et le besoin reste insatisfait de l’autre.

Un projet investissable rend explicite la manière dont il produira des revenus ou sera rémunéré pour un service public. La demande doit être documentée ; les responsabilités d’exploitation et d’entretien doivent être attribuées. Sans ces éléments, l’investisseur ne sait pas seulement quel risque il prend : il ignore aussi qui devra résoudre une difficulté lorsqu’elle surviendra.

La préparation a donc une valeur économique. Elle permet de tester les hypothèses avant que les dépenses deviennent difficiles à arrêter. Que se passe-t-il si les travaux prennent du retard, si la demande progresse moins vite ou si un fournisseur devient indisponible ? Ces questions ne sont pas des objections à l’investissement. Elles permettent d’éviter qu’une fragilité connue au départ devienne une charge publique beaucoup plus coûteuse après la construction.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 — Maroc, Prometal, électricité Cameroun ; doctrine STEAZ Intelligence.

GRAND DOSSIER

CE QUE SIGNIFIE « CONSTRUIRE »

La preuve n’est pas le chantier. La preuve est la capacité durable ajoutée à l’économie.



Illustration IA · Scène non documentaire

Le mot « construire » est trompeur parce qu’il donne l’impression que la preuve est visible. Un pont se voit. Une centrale se voit. Une usine se voit. Pourtant, l’actif physique n’est qu’une étape.

Pour STEAZ TIMES, construire signifie ajouter une capacité mesurable à une économie. Une centrale n’est pas seulement un chantier achevé : elle doit injecter de l’électricité dans un réseau. Une raffinerie n’est pas seulement une installation inaugurée : elle doit traiter du brut de manière régulière et vendre ses produits. Un rail n’est pas seulement une voie posée : il doit transporter des volumes à un coût et dans un délai qui modifient réellement la logistique. Un aéroport n’est pas seulement un terminal : il doit permettre davantage de flux et améliorer la connectivité.

Cette définition change la manière d’évaluer les investissements publics et privés. Le budget exécuté n’est plus la fin de la chaîne. Il devient un moyen. Le résultat final se trouve dans la capacité utilisée et dans les effets économiques qu’elle rend possibles.

La même logique vaut pour les actifs institutionnels. Une base de données de dette peut améliorer la lisibilité d’un risque. Une méthode commune peut améliorer la comparaison entre institutions. Un mécanisme de garantie peut rendre un financement possible. Ces outils n’ont pas la matérialité d’un chantier, mais ils produisent une capacité : celle de financer, de comparer, de décider ou de rendre des comptes.

C’est cette notion de capacité qui permet de relier tous les dossiers de ce numéro. Capital, énergie, industrie, rail, aéroports, données et intelligence artificielle ne sont pas des thèmes séparés. Ils forment un système. Une économie construit réellement lorsqu’elle augmente de manière durable sa capacité à produire, transporter, transformer, financer, connecter et apprendre.

La difficulté consiste à mesurer cette transformation sans se contenter de déclarations. Cela suppose de définir, pour chaque projet, l’indicateur qui correspond à sa fonction. Mégawatts effectivement disponibles. Tonnes transportées. Barils traités. Passagers supplémentaires. Coûts logistiques. Taux d’utilisation. Volumes de production. Emplois qualifiés. Délais de transit. Investissements privés réellement mobilisés.

Une fois ces indicateurs définis, le suivi change de nature. Il devient possible de savoir si une annonce a créé un actif, si cet actif fonctionne et si son fonctionnement produit les résultats attendus. C’est cette chaîne de preuve que STEAZ veut conserver dans le temps.

Construire suppose de choisir ce que l’on veut rendre possible. Un réseau fiable peut être moins visible qu’un bâtiment neuf, mais déterminer davantage la continuité d’une activité. Une procédure de passage frontalier peut coûter moins cher qu’une route tout en annulant une part de son bénéfice si elle reste lente et imprévisible.

L’entretien mérite la même attention que l’investissement initial. Les budgets de maintenance, les compétences des exploitants et la disponibilité des pièces conditionnent la durée de vie d’un actif. Lorsque ces charges sont absentes du montage, le service dépend d’une décision budgétaire future qui peut ne pas arriver au moment nécessaire.

Il faut enfin distinguer une capacité nationale d’un résultat accessible. Une nouvelle installation peut accroître l’offre globale sans réduire le coût pour l’usager, faute de réseau, de concurrence ou de modèle tarifaire adapté. Construire devient alors une question d’organisation : relier l’actif au marché, le marché aux utilisateurs et les revenus à la continuité du service. C’est cette relation que STEAZ entend suivre.

Sources de travail : Synthèse analytique STEAZ TIMES à partir des dossiers suivis par STEAZ DAILY NEWS et STEAZ WATCH.

steaz TV info

L'info qui éclaire l'avenir



DES IDÉES.
DES EXPERTS.
DES IMAGES.
DES SOLUTIONS.

L'actualité africaine expliquée, analysée et mise en perspective.

Un média du groupe STEAZ

SMG
STEAZ MEDIA GROUP

ANALYSE

RAFFINAGE : L'AFRIQUE VEUT TRANSFORMER SON PROPRE BRUT

Le raffinage devient un test de souveraineté industrielle, de compétitivité et d'intégration régionale.



Illustration IA · Scène non documentaire

Le raffinage résume l'un des paradoxes les plus persistants de l'économie africaine : produire du pétrole brut tout en important une part significative des carburants raffinés consommés sur le continent. Cette configuration transfère une partie de la valeur ajoutée industrielle hors des pays producteurs et expose les économies aux coûts logistiques, aux marchés internationaux des produits finis et aux contraintes de change.

Les nouvelles capacités annoncées ou mises en service cherchent à modifier cette structure. Le projet de Lamu s'inscrit dans cette logique, tout comme l'essor du raffinage de grande échelle au Nigeria. Mais la construction d'une raffinerie ne résout pas automatiquement le problème. L'actif doit disposer de brut, d'énergie, de stockage, d'accès portuaire, de financement, de débouchés et d'une exploitation suffisamment efficace pour soutenir la compétition.

Le raffinage est une industrie de volumes. Une capacité nominale élevée ne produit de valeur que si le taux d'utilisation est soutenable. Une unité sous-utilisée immobilise du capital, alourdit les coûts fixes et peut devenir dépendante d'un soutien permanent. La question n'est donc pas seulement : combien de barils par jour une raffinerie peut-elle théoriquement traiter ? Elle est : combien en traite-t-elle réellement, avec quelle marge, pour quels marchés et avec quelle régularité ?

La dimension régionale est essentielle. Une raffinerie de très grande taille peut dépasser les besoins du marché national. Elle devient alors un actif régional qui dépend de ports, de pipelines, de routes, de rail, de stockage et de contrats commerciaux transfrontaliers. Le projet industriel et le projet logistique deviennent indissociables.

Pour l'Afrique, l'enjeu dépasse le carburant. Le raffinage peut soutenir des activités pétrochimiques, des services maritimes, de la maintenance, des emplois techniques, des infrastructures de stockage et des chaînes de distribution. Mais cette promesse ne doit pas être présumée. Elle doit être observée dans les investissements connexes et les volumes effectivement transformés.

L'autonomie énergétique elle-même doit être comprise avec prudence. Produire localement un carburant ne signifie pas nécessairement être indépendant. Le brut peut venir d'ailleurs, certains intrants peuvent être importés et le financement peut dépendre de marchés internationaux. La souveraineté est donc une question de résilience de la chaîne, pas seulement de localisation de l'usine.

Le véritable enjeu de la nouvelle géographie du raffinage africain est ainsi la capacité du continent à construire des actifs compétitifs, à les exploiter de manière régulière et à les relier à des marchés régionaux. C'est à cette condition que le raffinage devient autre chose qu'une grande annonce industrielle.

La compétitivité d'une raffinerie se joue entre le coût du brut livré, les rendements de transformation, la consommation énergétique et la valeur des produits vendus. La proximité d'un gisement ne suffit pas : qualité du brut et configuration de l'installation doivent être compatibles. Les dépenses de stockage et de transport peuvent modifier l'avantage attendu.

Une grande capacité crée aussi un besoin permanent de trésorerie. Il faut acheter le brut avant de percevoir le paiement des carburants. Le financement de ce cycle est distinct du financement des installations. Une unité techniquement achevée peut donc ralentir si elle ne dispose pas des lignes commerciales nécessaires à son approvisionnement.

Le suivi doit regarder le fonctionnement réel : volumes traités, arrêts, produits conformes, marchés desservis et coût livré. La souveraineté industrielle ne se résume pas à remplacer un flux d'importations par un bâtiment national. Elle se mesure à la capacité d'assurer un approvisionnement régulier, compétitif et soutenable, y compris lorsque les conditions du marché changent.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 2 octobre 2026 — Lamu ; corpus STEAZ sur le raffinage africain.

ANALYSE

LAMU : 16 MILLIARDS DE DOLLARS SOUS SURVEILLANCE

Le point zéro est fixé. Désormais, le projet sera jugé sur ses preuves successives.



Illustration IA · Scène non documentaire

Nous suivons. Nous vérifions. Nous vous tenons informés.

Le lancement physique du projet de raffinerie de Lamu fait changer le dossier de statut. Mais une cérémonie de lancement n'est ni un financement intégralement décaissé, ni une usine construite, ni 700 000 barils par jour de production. STEAZ ouvre le suivi à partir de ce point zéro.

Le projet Dangote East Africa Petroleum Refinery and Petrochemicals a fait l'objet d'un lancement physique à Lamu. L'investissement annoncé est de 16 milliards de dollars et la capacité visée atteint 700 000 barils de pétrole par jour. Un délai de construction de 40 mois est annoncé.

Ce que cet événement prouve est précis : le projet est officiellement entré dans une phase de lancement physique.

Ce qu'il ne prouve pas est tout aussi important : les 16 milliards de dollars ne peuvent pas être enregistrés comme intégralement décaissés ; la raffinerie n'est pas construite ;

ses équipements ne sont pas tous installés ; aucune mise en service commerciale n'a eu lieu ; la capacité de 700 000 barils par jour reste projetée.

LANCÉ → FINANCÉ → CONSTRUIT → ÉQUIPÉ → MIS EN SERVICE → PRODUCTION → CAPACITÉ STABILISÉE Chaque étape devra produire une preuve distincte.

La première concerne le financement. STEAZ devra documenter la structure financière définitive, les prêteurs, investisseurs et instruments mobilisés, puis distinguer les engagements annoncés des montants réellement décaissés.

La deuxième concerne les contrats d'exécution. Les contrats EPC, les grands fournisseurs, les équipements critiques et le calendrier détaillé permettront de mesurer si le chantier entre réellement dans une phase industrielle.

La troisième concerne l'avancement physique : terrassements, génie civil, unités de raffinage, réservoirs, pipelines, installations portuaires, raccordements énergétiques et systèmes de sécurité.

Vient ensuite une question déterminante : l'approvisionnement en brut. Une raffinerie de grande capacité ne produit durablement que si elle dispose d'un flux suffisamment régulier de matière première. La sécurisation de cet approvisionnement devra donc être suivie séparément du chantier lui-même.

Enfin, la première production ne constituera pas la fin du suivi. STEAZ devra documenter la montée en régime puis le taux d'utilisation stabilisé de l'installation. Une capacité nominale n'a de valeur économique que si elle peut être utilisée de manière régulière, compétitive et durable.

PROCHAINES PREUVES À RECHERCHER - structure de financement définitive ; - montants effectivement engagés et décaissés ; - contrats EPC ; - autorisations environnementales et foncières ; - avancement physique du chantier ; - équipements majeurs installés ; - accords d'approvisionnement en brut ; - première mise en service ; - première production ; - taux d'utilisation après montée en capacité.

Statut au 2 octobre 2026 : lancement physique / capacité future.

La raffinerie n'est pas encore une capacité industrielle. Elle est désormais un dossier d'exécution.

À Lamu, le lancement du projet est un jalon visible. Il ne permet pas de considérer les 16 milliards de dollars comme des dépenses réalisées, ni les 700 000 barils par jour comme une production disponible. Ces deux repères décrivent l'ambition du programme. Ils devront être confrontés aux engagements financiers définitifs, aux équipements installés et aux essais de mise en service.

Le financement devra être lu avec son périmètre : raffinerie, infrastructures associées, stockage, logistique et besoins d'exploitation. Une participation envisagée d'un partenaire public ne vaut pas engagement exécuté. Une annonce industrielle ne remplace pas non plus les autorisations, les contrats et les conditions de livraison.

Le contrôle suivant sera déclenché par une preuve nouvelle : clôture financière, attribution ferme des travaux, mobilisation sur site ou livraison d'une composante identifiée. Chaque étape sera conservée avec sa date et sa source. Un retard documenté modifiera le calendrier ; une absence d'information sera enregistrée comme telle, sans être transformée en preuve d'arrêt. La production stable constituera une étape distincte de l'inauguration.

Sources de travail : STEAZ WATCH — Lamu, point zéro du 30 septembre 2026 ; sources citées dans la fiche.

ANALYSE

ACIER : LA BATAILLE DES INTRANTS

Une capacité industrielle n’est solide que si l’usine peut sécuriser ses matières, son énergie et son fonds de roulement.



Illustration IA · Scène non documentaire

Afreximbank accorde une facilité renouvelable de 40 millions d’euros au groupe industriel. L’enjeu se situe en amont de l’usine : disposer en permanence des intrants nécessaires pour maintenir les capacités de transformation en activité.

Prometal SA a signé le 28 septembre au Caire une facilité renouvelable de fonds de roulement de 40 millions d’euros, soit environ 26,2 milliards FCFA, avec Afreximbank.

Cette enveloppe doit notamment financer et garantir les besoins de fonds de roulement de l'entreprise et soutenir l'approvisionnement nécessaire à ses opérations sidérurgiques.

Le sujet peut sembler moins spectaculaire que l’inauguration d’une nouvelle usine.

Il est pourtant directement lié à la capacité industrielle.

UNE USINE SANS INTRANTS NE PRODUIT PAS

La capacité installée ne constitue qu’une partie de l’équation industrielle.

Pour transformer de l’acier en produits finis, il faut disposer régulièrement des matières et produits intermédiaires nécessaires, financer les stocks, gérer les délais d’importation et préserver suffisamment de liquidités pour maintenir le cycle de production.

La chaîne devient :

FINANCEMENT DU FONDS DE ROULEMENT → INTRANTS → PRODUCTION → PRODUITS FINIS → MARCHÉS C’est précisément le rôle d’une facilité renouvelable : financer non pas seulement un investissement ponctuel, mais le cycle d’exploitation.

LA QUESTION INDUSTRIELLE CAMEROUNAISE

Pour le Cameroun, le dossier pose une question plus large.

Développer une industrie locale ne consiste pas seulement à construire des capacités de transformation. Il faut également sécuriser leur alimentation, leur énergie, leur financement et leurs débouchés.

L’enjeu sera donc de mesurer si cette facilité permet effectivement à Prometal d’accroître et de stabiliser sa production de produits sidérurgiques transformés localement.

Car une politique industrielle ne se mesure pas seulement en usines construites.

Elle se mesure également à la capacité de ces usines à produire durablement.

Le dossier Prometal rappelle une réalité souvent masquée par les images d’usines : une industrie peut disposer de bâtiments et d’équipements tout en restant contrainte par l’approvisionnement. Les intrants, la logistique, les délais de paiement et le coût de l’énergie déterminent la continuité de production.

Pour un pays qui veut industrialiser, la question de l’acier dépasse donc une seule entreprise. Elle touche au coût de la construction, aux infrastructures, à la fabrication locale, aux importations et à la capacité de développer des chaînes industrielles plus longues. L’enjeu n’est pas seulement de produire de l’acier, mais de rendre cette production compétitive et régulière.

Le financement des intrants agit sur le cycle de production. Entre l’achat de matières, leur transformation et le paiement des clients, l’entreprise immobilise de la trésorerie. Une ligne renouvelable peut réduire les interruptions d’approvisionnement ; elle ne correspond pas automatiquement à une nouvelle capacité installée.

Pour apprécier son effet, il faut suivre la rotation des stocks, les délais clients et la continuité des livraisons. Une hausse de stock peut sécuriser l’activité mais aussi immobiliser davantage de fonds. Une hausse de production peut être insuffisante si les ventes sont encaissées trop tard. Le volume financé et la trésorerie effectivement libérée sont deux mesures différentes.

L’énergie, la maintenance et la logistique restent des contraintes indépendantes. Un financement disponible ne permet pas de produire pendant une coupure, ni d’acheminer un intrant bloqué au port. La transformation industrielle dépend de la coordination de ces fonctions. Le suivi de l’acier doit donc relier l’instrument financier à la disponibilité des matières, à l’activité des équipements et aux débouchés commerciaux.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 — Prometal ; sources citées dans l’article.

ANALYSE

L’ÉLECTRICITÉ AVANT L’USINE

La puissance industrielle commence par une capacité énergétique disponible au bon moment.



Illustration IA · Scène non documentaire

L’industrialisation commence souvent avant l’usine. Elle commence dans la centrale, le réseau, le poste de transformation, la disponibilité du combustible, les contrats d’approvisionnement et la capacité du système à absorber une nouvelle demande.

Cette réalité apparaît clairement au Cameroun. Les discussions sur un déficit possible de 500 MW à l’horizon 2030 et sur environ 150 MW de nouvelles demandes industrielles attendues dès 2027 posent un problème de synchronisation : l’énergie doit être financée et construite avant que le manque ne bloque les investissements.

Le même mécanisme se retrouve à l’échelle du continent. Produire davantage ne suffit pas si le réseau ne transporte pas l’électricité, si la qualité de service reste instable ou si le coût final rend l’industrie non compétitive. L’énergie est donc simultanément un problème de capacité, de réseau, de financement et de tarification.

Pour un investisseur industriel, l’incertitude énergétique est un coût. Elle peut imposer des groupes de secours, des stocks de carburant, des surcapacités internes ou des interruptions de production. Ces dépenses ne figurent pas toujours dans le tarif officiel de l’électricité, mais elles influencent directement la compétitivité.

L’énergie doit donc être analysée comme une infrastructure productive. Son rôle n’est pas simplement d’éclairer les ménages ou d’alimenter les services publics. Elle détermine la localisation des usines, des data centers, des mines, des plateformes logistiques et de nombreuses activités numériques.

Yaoundé discute avec Citi de refinancement, de garanties et de nouveaux financements alors que de nouvelles demandes industrielles pourraient accentuer la pression sur le système électrique.

Le Cameroun a tenu le 29 septembre des discussions avec le groupe bancaire Citi autour de plusieurs options de financement du secteur électrique, notamment le refinancement de dette, les garanties et le financement de nouveaux projets.

Le contexte donne à ces discussions une portée stratégique.

Selon les éléments rapportés à l’issue des échanges, le pays pourrait faire face à un déficit électrique atteignant 500 MW à l’horizon 2030, tandis qu’environ 150 MW de nouvelles demandes industrielles sont attendues dès 2027.

Autrement dit, le problème n’est plus seulement celui de la demande actuelle.

Il faut financer aujourd’hui une capacité dont l’économie aura besoin demain.

L’ÉLECTRICITÉ AVANT L’USINE

Lorsqu’un projet industriel est prêt mais que l’électricité nécessaire n’existe pas, l’énergie devient une contrainte directe à l’investissement.

La séquence devrait donc être anticipée :

DEMANDE INDUSTRIELLE FUTURE → FINANCEMENT → NOUVELLE CAPACITÉ → ÉLECTRICITÉ DISPONIBLE → PRODUCTION Attendre que le déficit soit matérialisé avant de financer de nouvelles capacités reviendrait à laisser l’infrastructure énergétique courir derrière l’économie.

Mais les discussions avec Citi ne constituent pas encore un financement acquis. C’est

ANALYSE

L’ÉLECTRICITÉ AVANT L’USINE — SUITE

précisément le point que STEAZ devra suivre : quels instruments seront finalement retenus ? Quels montants seront sécurisés ? Quels projets seront effectivement financés ? Et à quelle date les capacités supplémentaires entreront-elles en service ?

La question énergétique camerounaise devient ainsi une question de synchronisation entre finance, infrastructure et industrialisation.

Kinshasa engage une réforme des coûts, des tarifs et des raccordements. Derrière les mégawatts manquants apparaît une autre condition de l’investissement électrique : rendre le secteur financièrement lisible.

En République démocratique du Congo, la réforme du secteur électrique entre dans une dimension moins visible que la construction de centrales, mais potentiellement déterminante : combien coûte réellement le service électrique, comment fixer les tarifs et selon quelles règles raccorder les consommateurs ?

Du 21 au 25 septembre, l’Autorité de régulation du secteur de l’électricité, la BAD et les principaux acteurs du secteur ont travaillé sur l’étude du coût du service, l’harmonisation de la méthodologie tarifaire et le cadre réglementaire applicable aux raccordements.

PRODUIRE DES MW NE SUFFIT PAS

Un système électrique peut disposer d’un potentiel énergétique considérable et rester structurellement fragile si les opérateurs ne connaissent pas précisément leurs coûts, si les tarifs sont imprévisibles ou si les recettes ne permettent pas d’entretenir et d’étendre les réseaux.

L’enjeu devient alors :

COÛT RÉEL → TARIF LISIBLE → RECETTES → INVESTISSEMENT → EXTENSION DU RÉSEAU La difficulté consiste évidemment à préserver l’accessibilité de l’électricité pour les ménages tout en donnant aux opérateurs suffisamment de visibilité économique pour investir.

La réforme cherche donc un équilibre entre accessibilité sociale et viabilité financière.

L’ÉLECTRICITÉ EST AUSSI UNE ÉCONOMIE

C’est probablement l’enseignement le plus important pour l’Afrique.

Construire une centrale est spectaculaire. Construire un système tarifaire crédible, des règles de raccordement prévisibles et une régulation fiable l’est beaucoup moins.

Pourtant, sans cette architecture économique, les capitaux nécessaires à la production, au transport et à la distribution restent plus difficiles à mobiliser.

La transition électrique africaine ne sera donc pas seulement une bataille de mégawatts.

Elle sera aussi une bataille de régulation, de données, de coûts et de modèles économiques viables.

La puissance annoncée, exprimée en mégawatts, ne décrit pas toute la qualité d’un approvisionnement. L’énergie effectivement disponible dépend du fonctionnement des installations, du combustible, de l’hydrologie et de l’accès au réseau. La continuité aux heures de production est souvent aussi déterminante que la capacité nominale.

Pour une entreprise, le coût électrique comprend parfois les dépenses engagées pour contourner les interruptions : combustible de secours, entretien, pertes de production et dégradation des équipements. Une comparaison fondée uniquement sur le tarif du réseau peut donc sous-estimer le coût réel du service.

Le risque camerounais à l’horizon 2030 reste une projection conditionnelle. Il ne doit pas être publié comme un déficit actuel constaté. Son évolution dépend des capacités livrées, du calendrier industriel et de la disponibilité du réseau. Le suivi doit mettre ces calendriers en regard : annoncer une centrale et annoncer une usine ne garantit pas qu’elles seront opérationnelles au même moment.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 — Cameroun et RDC ; sources citées dans les articles.

ANALYSE

LE PRIX CACHÉ DE L'ÉNERGIE

Un prix réglementé ne raconte pas toujours le coût complet supporté par l'économie.



Illustration IA · Scène non documentaire

Le coût d'importation du litre de gasoil a augmenté de 49,1 % en trois mois. Le prix réglementé restant fixé à 828 FCFA à Douala, l'écart réapparaît ailleurs dans la structure tarifaire. Le chiffre décrit une pression économique réelle, mais pas encore une dépense budgétaire effectivement payée.

Le coût d'importation du gasoil au Cameroun atteint 974,93 FCFA par litre en octobre 2026, contre 653,85 FCFA en juillet, selon les structures mensuelles de prix publiées par la CSPH. La hausse est de 321,08 FCFA par litre, soit 49,1 % en trois mois.

Dans le même temps, le prix réglementé payé par le consommateur à Douala reste fixé à 828 FCFA. Le coût d'importation dépasse donc le prix final à la pompe de 146,93 FCFA par litre. Cette comparaison suffit à montrer une tension croissante dans le mécanisme de stabilisation des prix.

Une autre ligne de la structure tarifaire attire l'attention : le « soutien/remboursement État ». Elle est passée de 109,22 FCFA par litre en juillet à 430,30 FCFA en octobre, soit exactement 321,08 FCFA supplémentaires. Mais cette ligne ne doit pas être transformée automatiquement en « subvention payée » du même montant.

Une structure tarifaire est un calcul économique. La dépense budgétaire réelle dépend ensuite des volumes effectivement concernés, des règles de compensation, des créances reconnues, du calendrier de liquidation et des paiements effectués. STEAZ doit donc distinguer trois choses : coût théorique dans la formule, obligation reconnue et décaissement budgétaire.

Le contexte structurel renforce la sensibilité du Cameroun aux prix internationaux. Depuis l'incendie de la SONARA en mai 2019, les activités de raffinage à Limbé sont interrompues et l'approvisionnement du marché dépend des produits raffinés importés. Une hausse des prix mondiaux, du fret, des primes de trading ou du coût du financement se transmet donc directement au coût d'entrée du carburant.

Le gouvernement a engagé en 2026 une nouvelle phase de réflexion sur la réhabilitation et la modernisation de la SONARA. Mais tant qu'une capacité nationale de raffinage n'est pas remise en service, le pays reste fortement exposé aux conditions des marchés internationaux de produits raffinés.

La hausse actuelle intervient justement dans un contexte de tensions sur le diesel mondial. Les perturbations au Moyen-Orient, les restrictions sur certaines exportations et la

ANALYSE

LE PRIX CACHÉ DE L'ÉNERGIE — SUITE

réduction de disponibilités dans plusieurs grands marchés ont resserré l'offre de produits raffinés. Le diesel est particulièrement important pour l'économie parce qu'il alimente le transport routier, une partie de la production électrique de secours, la logistique, les engins et de nombreuses activités industrielles.

Maintenir un prix réglementé lorsque le coût d'importation augmente protège temporairement le consommateur contre une partie du choc. Mais l'écart ne disparaît pas. Il doit être absorbé quelque part dans la chaîne : par une compensation, un ajustement fiscal, une créance différée, une marge réduite ou une modification future du prix administré.

C'est pourquoi le débat ne peut pas être réduit à la question « le prix à la pompe va-t-il augmenter ? ». Il faut aussi regarder le coût budgétaire du maintien du prix, les délais de remboursement des opérateurs, les besoins de financement des importations et les conséquences possibles sur la trésorerie publique.

L'indicateur clé de ce mois est donc double : 974,93 FCFA/litre à l'importation et 828 FCFA/litre à la pompe. Entre les deux se trouve une architecture de stabilisation que STEAZ devra documenter mois après mois.

Le prochain contrôle portera sur la structure de novembre. Nous suivrons le coût d'importation, le prix réglementé, la ligne de soutien, les volumes importés lorsque disponibles et surtout les montants effectivement liquidés par l'État. Ce n'est qu'avec ces données que l'on pourra passer d'une pression théorique par litre à une estimation crédible de l'exposition budgétaire.

Le prix payé par l'automobiliste n'a pas changé. Le coût économique nécessaire pour maintenir cette stabilité, lui, a fortement augmenté. C'est cette différence que STEAZ DATA doit rendre visible.

La différence entre coût d'importation, prix à la pompe et soutien calculé doit rester lisible. Un mécanisme tarifaire peut établir une charge théorique sans renseigner sur les volumes validés, les créances reconnues ou les paiements effectivement réalisés. Ces étapes doivent être documentées séparément pour apprécier l'exposition budgétaire.

Le coût du carburant se transmet aux activités selon leur dépendance au transport et aux groupes de secours. Il peut peser sur les marges avant d'être répercuté dans les prix. La transmission n'est pas uniforme : contrats, concurrence et capacité financière déterminent qui absorbe la variation.

Réduire cette vulnérabilité suppose de regarder l'approvisionnement et les usages. La disponibilité du stockage, la régularité des importations et les besoins des industries comptent autant que la décision sur le prix final. Une politique de stabilisation peut protéger temporairement l'utilisateur ; son financement et sa durée restent des questions distinctes. Les montants de la structure tarifaire ne doivent pas être présentés comme des dépenses budgétaires déjà payées.

Sources de travail : CSPH ; Business in Cameroon et Investir au Cameroun, 1er octobre 2026 ; documents publics sur la SONARA et l'approvisionnement en produits raffinés.

Sources de travail : CSPH / sources citées dans STEAZ DAILY NEWS du 2 octobre 2026.

ANALYSE

RAIL : CONSTRUIRE DES LIGNES NE SUFFIT PAS

L’intégration ferroviaire se joue dans les normes, les frontières, les terminaux, l’exploitation et les volumes.



Illustration IA · Scène non documentaire

La BAD et l’Allemagne ouvrent une coopération sur le développement ferroviaire africain. Interopérabilité, financement, compétences et exploitation deviennent aussi importants que les kilomètres de voies.

La Banque africaine de développement et le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement ont signé une lettre d’intention pour renforcer leur coopération dans le ferroviaire africain.

Le constat est considérable : selon la BAD, l’Afrique ne représente actuellement que 8 à 10 % du réseau ferroviaire mondial, alors que la ZLECAf crée théoriquement un marché de plus de 1,4 milliard de personnes dont l’intégration nécessitera davantage de mouvements transfrontaliers de marchandises et de voyageurs.

Mais construire davantage de voies ne suffira pas.

LE PROBLÈME DES FRONTIÈRES

Un réseau continental n’existe véritablement que si les différents systèmes peuvent fonctionner ensemble.

Normes techniques, équipements, exploitation, maintenance, passage des frontières, compétences professionnelles et financement doivent donc être pensés au-delà des projets nationaux.

La BAD place cinq sujets parmi ses priorités : marché continental, report modal, standards interopérables, financement capable d'attirer du capital privé et compétences nécessaires à l'exploitation.

Une étude de faisabilité doit également préparer un African Rail Competence Center, avec un lancement attendu à partir d’octobre 2026.

La logique devient :

RAILS → INTEROPÉRABILITÉ → CORRIDORS → MARCHÉ CONTINENTAL Pour la ZLECAf, c’est fondamental.

Un accord commercial peut réduire les barrières juridiques. Mais si déplacer physiquement une marchandise entre deux économies africaines reste lent ou coûteux, l’intégration demeure incomplète.

Le défi ferroviaire africain ne consiste donc pas seulement à construire davantage de rails.

Il consiste à construire un système ferroviaire capable de fonctionner comme un réseau continental.

Le rail africain doit donc être regardé comme un système et non comme un inventaire de kilomètres. Une ligne peut être techniquement moderne mais économiquement isolée si elle ne rejoint pas les grands bassins de production, les ports ou les réseaux voisins. À l’inverse, une infrastructure plus ancienne peut rester stratégique si elle supporte un flux régulier et dispose d’une maintenance fiable.

L’enjeu des prochaines années sera l’interopérabilité : écartements, signalisation, procédures douanières, règles d’accès, gestion des frontières et coordination des opérateurs. La valeur d’un réseau augmente lorsque les ruptures de charge diminuent et lorsque le temps de transit devient prévisible.

Une ligne ferroviaire produit un service lorsqu’elle dispose de trains, de personnels, de créneaux et de procédures d’exploitation. L’entretien de la voie et du matériel doit être coordonné. Une infrastructure neuve peut rester sous-utilisée si les terminaux ne permettent pas de charger rapidement ou si les horaires sont trop incertains.

Le transporteur compare un prix, mais aussi un délai et une fiabilité. Un tarif inférieur ne compense pas toujours un départ imprévisible. Le suivi doit donc porter sur la fréquence, les temps d’attente, les incidents et les volumes effectivement transportés, avec un périmètre constant.

L’intégration régionale exige également des règles compatibles : documents, responsabilités, normes techniques et passage des frontières. Une lettre d’intention ouvre un chantier de coopération ; elle ne prouve ni l’adoption de ces règles ni leur application. Les prochaines étapes utiles seront des décisions de mise en œuvre, des compétences organisées et des services opérationnels. Le rail devient un actif économique lorsqu’il s’insère dans une chaîne logistique qui fonctionne.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 ; BAD ; sources citées dans l’article.

ANALYSE

DOUALA–N'DJAMENA : ANATOMIE D'UN CORRIDOR

Un corridor est une chaîne. Sa performance dépend de chaque maillon entre le port, le rail, la route, la frontière et le marché.



Illustration IA · Scène non documentaire

CAMRAIL est appelé à accélérer la finalisation des contrats ferroviaires du corridor Douala–N'Djamena. Après le financement, l'enjeu devient l'exécution et la réduction mesurable des coûts logistiques.

Les autorités camerounaises ont demandé à CAMRAIL d'accélérer la finalisation et la signature des contrats concernant la composante ferroviaire du projet de corridor Douala–N'Djamena. L'instruction a été donnée lors d'échanges avec une délégation de la Banque mondiale le 29 septembre.

Le programme régional bénéficie d'un financement de 538 millions de dollars de l'Association internationale de développement, approuvé par la Banque mondiale pour améliorer les infrastructures routières et ferroviaires ainsi que la fluidité des échanges entre le Cameroun et le Tchad.

C'est précisément ici que commence la partie la plus difficile.

LE FINANCEMENT N'EST PAS L'INFRASTRUCTURE

Un financement approuvé ne réduit aucun coût de transport tant que les contrats ne sont pas signés, les travaux exécutés et les infrastructures effectivement mises en service.

La preuve doit relier la décision financière aux contrats, aux travaux et au service effectivement rendu.

FINANCEMENT → CONTRATS → TRAVAUX → INFRASTRUCTURE LIVRÉE → TEMPS RÉDUIT → COÛT LOGISTIQUE RÉDUIT Le corridor concentre une part importante de l'activité économique des deux pays et constitue une infrastructure vitale pour le Tchad, pays enclavé. La Banque mondiale estime qu'environ 12 millions de personnes vivent dans sa zone d'influence.

L'accélération demandée à CAMRAIL indique donc que le dossier change d'étape.

STEAZ devra désormais surveiller non seulement les contrats mais les dates de travaux, les sections effectivement réhabilitées et, surtout, l'évolution réelle du temps et du coût du transport entre Douala et N'Djamena.

Parce que pour un corridor économique, la véritable unité de mesure n'est pas le montant investi : c'est la friction logistique supprimée.

Le véritable indicateur d'un corridor n'est pas le montant investi. Il est la réduction de la friction. Temps de transit, coût du transport, immobilisation des marchandises, formalités frontalières, fiabilité des horaires, sécurité et capacité de stockage doivent être observés ensemble.

Cette logique est particulièrement importante pour un pays enclavé. Lorsque le corridor fonctionne mal, la distance économique devient plus grande que la distance géographique. Une amélioration de quelques heures ou quelques jours dans les procédures peut avoir un impact aussi important qu'un kilomètre d'infrastructure supplémentaire.

Les 538 millions de dollars correspondent à un financement approuvé en février 2022. La demande d'accélération de septembre 2026 est une étape de suivi de ce programme ; elle ne constitue pas une nouvelle enveloppe à additionner. Cette distinction empêche de compter plusieurs fois une même ressource au fil des annonces.

Pour l'utilisateur, le corridor commence avant le départ du train et s'achève après son arrivée. Passage portuaire, chargement, sections routières, formalités et livraison finale composent le coût porte à porte. Une amélioration sur un maillon peut être neutralisée par une attente sur le suivant.

L'évaluation doit conserver des trajets comparables, des catégories de marchandises et des périodes identifiées. Les bénéficiaires potentiels ne sont pas des utilisateurs déjà servis. Le résultat se constatera dans la régularité du transport, les délais et les coûts observés. Les contrats finalisés, les travaux réceptionnés et le service livré devront être enregistrés comme trois jalons différents, chacun avec ses preuves.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 ; Banque mondiale / IDA ; informations de suivi CAMRAIL citées dans le dossier.

ANALYSE

LES AÉROPORTS DEVIENNENT DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES



Illustration IA · Scène non documentaire

L'aéroport n'est plus seulement un terminal : il devient une capacité d'absorption de flux, de tourisme, d'affaires et de logistique.

La BAD finance l'extension et la modernisation des aéroports de Marrakech, Agadir, Tanger et Fès. Derrière les terminaux, le Maroc prépare surtout sa capacité à absorber davantage de voyageurs, de commerce et d'activité à l'horizon 2030.

Le Maroc et la Banque africaine de développement ont signé le 29 septembre un accord de financement de 270 millions d'euros, soit environ 177 milliards FCFA, destiné au Programme d'extension et de modernisation des infrastructures aéroportuaires.

Quatre plateformes sont concernées : Marrakech, Agadir, Tanger et Fès.

Le programme prévoit notamment l'extension et la rénovation des terminaux, l'aménagement des aires de stationnement et voies de circulation, une nouvelle tour de contrôle à Marrakech ainsi que la modernisation des systèmes de sûreté et de traitement des bagages.

Mais l'enjeu dépasse les bâtiments.

L'AÉROPORT COMME CAPACITÉ PRODUCTIVE

Un aéroport peut être considéré comme une infrastructure de transport. Mais lorsqu'un pays augmente simultanément les capacités de plusieurs plateformes, il construit également une capacité d'absorption économique.

Plus de voyageurs peuvent soutenir davantage de tourisme. Une meilleure connectivité peut faciliter les déplacements d'affaires. Des infrastructures plus performantes peuvent renforcer l'attractivité territoriale et les chaînes logistiques.

Le Maroc cherche précisément à accompagner la croissance attendue du trafic à l'horizon 2030, période durant laquelle le Royaume coorganisera également la Coupe du monde de football.

La stratégie peut être résumée ainsi :

CAPACITÉ AÉROPORTUAIRE → CONNECTIVITÉ → FLUX → ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE Le président de la BAD, Sidi Ould Tah, inscrit d'ailleurs l'opération dans l'ambition de renforcer le positionnement marocain comme hub aérien et logistique régional reliant l'Afrique, l'Europe et le reste du monde.

LA VRAIE MESURE VIENDRA APRÈS 2030

Les 270 millions d'euros constituent un financement, pas encore un résultat.

STEAZ devra donc suivre les capacités effectivement ajoutées, l'avancement des travaux, l'évolution du trafic, la qualité opérationnelle des plateformes et surtout l'activité économique supplémentaire rendue possible par cette infrastructure.

Pour l'Afrique, la question dépasse donc l'organisation d'un événement international :

comment transformer une échéance exceptionnelle en capacité économique permanente ?

Un aéroport soutient une économie lorsqu'il permet des liaisons régulières, un traitement fiable des voyageurs et une circulation adaptée des marchandises. Le nombre de places ou la surface d'un terminal ne suffit pas à décrire cette contribution. Les accès terrestres, les opérations aériennes et les services aux entreprises interviennent aussi.

L'échéance de 2030 peut accélérer la préparation, mais la viabilité d'un équipement dépend de sa demande après l'événement. Les prévisions doivent donc distinguer les pointes temporaires du trafic durable. Dimensionner uniquement pour une pointe peut créer des charges d'entretien que l'activité ordinaire couvrira difficilement.

Le financement de 270 millions d'euros accompagne une modernisation dont le suivi doit porter sur les marchés, les capacités livrées et la qualité de service. Les retombées touristiques ou commerciales ne se déduisent pas directement du montant du prêt. Elles se mesureront dans les connexions, l'usage et la continuité opérationnelle. Là encore, financer l'actif constitue une étape ; organiser son fonctionnement dans la durée en est une autre.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 ; BAD, communiqué du 30 septembre 2026.

PUBLICITÉ STEAZ

steaz FM

L'AFRIQUE EN CONVERSATION



DES IDÉES.
DES EXPERTS.
DES SOLUTIONS.

L'actualité africaine expliquée,
analysée et mise en perspective.

Un média du
groupe STEAZ

SMG
STEAZ MEDIA GROUP

EN DIRECT SUR
101.5 FM

ANALYSE

30 INSTITUTIONS, UNE MÊME QUESTION : QU'EST-CE QUE LE CAPITAL PRIVÉ MOBILISÉ ?



Illustration IA · Scène non documentaire

Sans méthode commune, impossible de mesurer correctement l'effet de levier des banques multilatérales.

Trente banques multilatérales de développement et institutions de financement du développement adoptent une méthodologie commune révisée pour mesurer la finance privée mobilisée. Derrière la technique statistique se joue une question centrale : combien de capital privé les institutions publiques attirent-elles réellement ?

Le 1er octobre, trente banques multilatérales de développement et institutions de financement du développement ont publié une méthodologie commune révisée pour mesurer la mobilisation de capitaux privés. Le changement peut sembler réservé aux statisticiens du financement du développement. Il touche en réalité au cœur de l'un des débats les plus importants pour l'Afrique : comment savoir si les ressources publiques et multilatérales réussissent réellement à attirer davantage de capitaux privés ?

La révision répond à une demande du G20 et constitue la première mise à jour majeure de la méthodologie commune de mobilisation depuis 2018. L'objectif est de rendre la mesure plus crédible, plus cohérente entre institutions et plus transparente, notamment lorsque plusieurs banques participent à une même transaction.

Le risque de double comptage est évident. Si deux institutions interviennent dans le même projet et attribuent chacune à leur propre action la totalité du capital privé présent dans le financement, le total agrégé peut surestimer ce qui a réellement été mobilisé. Les nouvelles règles d'attribution cherchent donc à répartir plus précisément les montants entre les acteurs ayant contribué à la transaction.

La méthodologie élargit aussi les instruments pris en compte. Les garanties, les transferts de risque, les mécanismes de titrisation, certaines formes de couverture de change et les modèles dits « originate-to-distribute » disposent désormais d'un cadre plus explicite. Ce point est important parce que le rôle d'une banque de développement ne consiste pas uniquement à prêter directement. Elle peut aussi utiliser son bilan ou sa capacité d'absorption du risque pour rendre une opération acceptable à des investisseurs privés.

Trois notions sont progressivement séparées. La « mobilisation » mesure les financements privés rendus disponibles pour une opération à laquelle une institution multilatérale participe directement par un financement, une garantie ou certains services qualifiants. La « génération » est un nouvel indicateur qui cherche à mesurer les ressources privées rendues disponibles grâce au bilan, à la notation ou aux caractéristiques financières de l'institution, même lorsque le financement final ne correspond pas exactement à un projet cofinancé. Une troisième catégorie, la « catalysation », reste encore en développement et veut capturer des effets plus indirects.

Cette distinction est plus qu'un exercice sémantique. Elle évite de présenter sous un même chiffre des mécanismes économiques différents. Un investisseur privé entrant directement dans un projet

ANALYSE

30 INSTITUTIONS, UNE MÊME QUESTION : QU'EST-CE QUE LE CAPITAL PRIVÉ MOBILISÉ ? — SUITE

garanti n'est pas dans la même situation qu'un investisseur achetant une obligation émise par une banque multilatérale, ni qu'un acteur décidant d'investir plus tard parce qu'un premier projet a démontré la viabilité d'un marché.

Les chiffres disponibles montrent l'ampleur du sujet. Pour 2024, les institutions participantes ont rapporté 278,5 milliards de dollars de finance privée mobilisée tous niveaux de revenu confondus. Pour les pays à revenu faible et intermédiaire, le total atteignait 108,7 milliards de dollars. Les volumes destinés aux infrastructures dans ces pays avaient progressé de 10 % sur un an, avec notamment une hausse des investissements dans les infrastructures sociales.

Ces montants sont importants, mais ils doivent être lus avec prudence. Ils ne signifient pas que chaque dollar public a automatiquement « créé » plusieurs dollars privés. Ils agrègent des opérations de nature différente. C'est précisément pour cela que la qualité de la mesure devient stratégique.

Pour l'Afrique, le débat est central. Les besoins en infrastructures, énergie, transport, eau, industrie, santé et numérique dépassent largement ce que les budgets publics et l'aide peuvent financer seuls. Les institutions de développement cherchent donc à utiliser leurs ressources de manière plus catalytique : prendre une partie du risque, améliorer la structure d'un projet, apporter une garantie, sécuriser une première perte ou créer un instrument susceptible d'attirer d'autres investisseurs.

Mais l'effet de levier ne doit pas être proclamé avant d'être démontré. Une garantie de 100 millions de dollars peut soutenir une opération beaucoup plus importante, mais il faut encore déterminer quelle part du capital privé est réellement additionnelle, quelle part serait venue sans intervention publique et comment répartir l'attribution entre les différentes institutions présentes.

C'est ici que STEAZ Data a un rôle direct à jouer. À partir de maintenant, lorsqu'un projet annonce qu'un montant public « mobilise » un montant privé, nous devrons enregistrer séparément : la ressource publique, l'instrument utilisé, le capital privé effectivement engagé, le capital décaissé, les autres institutions participantes et la méthode de calcul revendiquée.

La nouvelle méthodologie ne résout pas à elle seule le déficit de financement du développement. Elle fournit cependant une base plus robuste pour distinguer l'argent annoncé de l'argent réellement attiré. Dans une économie où chaque institution veut démontrer son effet de levier, disposer d'une mesure commune devient une condition de crédibilité.

Une méthodologie commune rend les résultats comparables seulement si les institutions appliquent les mêmes périmètres et les mêmes règles d'attribution. Il faut distinguer les fonds directement associés à une opération de ceux qui peuvent être influencés plus largement par une réforme ou une amélioration du marché. L'influence n'est pas un flux contractuel.

Les montants historiques ne sont pas des ressources nouvelles disponibles pour l'Afrique. Leur lecture exige une année, une géographie et une catégorie de revenu. Une révision des définitions peut modifier la série sans que les financements économiques aient changé dans les mêmes proportions.

Le suivi devra publier les méthodes avant d'interpréter la tendance. En présence d'un changement de règle, la rupture doit être signalée. Sans cette précaution, une amélioration statistique peut être attribuée à tort à une politique ou à un instrument. La mobilisation privée devient informative lorsqu'elle indique qui a investi, dans quel cadre, avec quel partage du risque et selon quelle preuve.

Sources de travail : déclaration conjointe des 30 MDB/DFI, 1er octobre 2026 ; AIIB ; IFC, rapport conjoint sur la mobilisation de finance privée en 2024 ; Reuters, 1er octobre 2026.

Sources de travail : Méthodologies communes révisées des BMD/DFI ; sources citées dans STEAZ DAILY NEWS du 2 octobre 2026.

ANALYSE

LE MONDE REND L'ARGENT PLUS CHER

Quand les rendements de référence montent, les projets africains doivent absorber un coût du capital plus exigeant.



Illustration IA · Scène non documentaire

Les rendements souverains progressent simultanément aux États-Unis, en Europe et au Japon. Le Treasury américain à dix ans a atteint 5,34 %, son plus haut niveau depuis 2002. Pour les États et entreprises africains, cette hausse mondiale du rendement sans risque peut rendre le financement encore plus exigeant.

Le 1er octobre, la tension sur les marchés obligataires mondiaux a franchi une nouvelle étape. Le rendement du Treasury américain à dix ans a atteint environ 5,34 %, son plus haut niveau depuis 2002. En France, les taux à dix ans ont également atteint des niveaux inédits depuis le début des années 2000, tandis que le rendement britannique à trente ans a touché 6 %, un sommet depuis 1998. Au Japon, les rendements se situent eux aussi à des niveaux de plusieurs décennies.

Le mouvement est important parce que les obligations souveraines servent de référence à une grande partie du système financier. Lorsque le taux auquel un État de premier rang emprunte augmente, le prix de nombreux autres financements remonte avec lui : crédits immobiliers, dette d'entreprise, financement de projets, obligations émergentes et valorisation des actifs.

Plusieurs facteurs alimentent la hausse. Le premier est l'inflation. Le rebond du pétrole et les tensions sur les produits raffinés font craindre une persistance des pressions sur les prix. Si les marchés anticipent que les banques centrales devront maintenir des taux élevés plus longtemps, ils demandent davantage de rendement pour prêter à long terme.

Le deuxième facteur est la dette publique. Les grands États doivent refinancer des volumes considérables alors que leurs besoins d'emprunt restent élevés. Plus l'offre d'obligations augmente, plus les investisseurs peuvent exiger une rémunération élevée pour absorber cette dette, surtout si les perspectives budgétaires se détériorent.

Le troisième facteur vient d'un secteur que l'on associe rarement aux marchés souverains : l'intelligence artificielle. Les grands groupes technologiques émettent davantage de dette pour financer les data centers, les puces et les infrastructures électriques nécessaires à l'IA. Reuters, citant LSEG, indique que cinq grands hyperscalers — Alphabet, Amazon, Meta, Microsoft et Oracle — ont déjà émis environ 220 milliards de dollars de dette cette année, plus du double du total de l'année précédente.

Cette nouvelle demande de capital entre en concurrence avec les États, les entreprises industrielles, les ménages et les autres investisseurs. La finance de l'IA devient donc une composante de la pression mondiale sur le coût de l'argent.

Pourquoi cela concerne-t-il directement l'Afrique ? Parce qu'un État africain qui émet une obligation internationale en dollars ne paie pas un taux isolé. Son coût peut être décomposé, de manière simplifiée, en une référence internationale plus une prime propre au risque du pays. Si la référence augmente de 100 points de base, le

ANALYSE

LE MONDE REND L'ARGENT PLUS CHER — SUITE

financement peut devenir plus cher même si la prime de risque du pays ne change pas.

La chaîne devient : TAUX MONDIAUX ↑ → RENDEMENT SANS RISQUE ↑ → PRIME EXIGÉE SUR LES ACTIFS RISQUÉS → COÛT DU CAPITAL ÉMERGENT ↑.

Ce mécanisme n'est pas identique pour tous les pays. Un État bénéficiant d'une forte crédibilité, de réserves confortables et d'une trajectoire budgétaire lisible peut mieux résister. Un emprunteur déjà perçu comme fragile peut au contraire subir une hausse plus forte de sa prime de risque.

C'est ici que le sujet rejoint la Une de cette édition. Lorsque le capital mondial est bon marché, une partie de l'incertitude peut être absorbée par l'appétit pour le rendement. Lorsque les taux sans risque augmentent, la qualité de l'information, la transparence budgétaire, la crédibilité des institutions et la structure de la dette deviennent encore plus importantes.

Pour les entreprises africaines, l'effet est similaire. Une mine, une centrale, une usine ou un réseau de télécommunications financé en devises doit produire un rendement suffisamment élevé pour couvrir un coût du capital en hausse. Certains projets restent viables ; d'autres doivent être redimensionnés, différés ou restructurés.

La hausse des rendements peut aussi affecter les monnaies. Lorsque les actifs américains offrent davantage de rendement, les capitaux peuvent être attirés vers le dollar, ce qui exerce une pression sur plusieurs devises émergentes. Pour les entreprises ou États endettés en dollars, un affaiblissement de la monnaie locale peut ensuite renchérir le service de la dette.

Le mouvement actuel ne permet pas de prédire une trajectoire unique. Les rendements peuvent se détendre si l'inflation recule, si le pétrole baisse ou si les banques centrales modifient leurs perspectives. Mais le niveau atteint rappelle une réalité : le prix mondial du capital n'est plus celui de la décennie de taux très faibles.

STEAZ suivra donc les rendements de référence, les spreads souverains africains et les conditions des nouvelles émissions. La question n'est pas seulement « combien un État emprunte ? », mais « à quel prix, pour quelle durée, dans quelle devise et avec quelle capacité future de remboursement ? ».

La hausse d'un taux de référence ne se transmet pas immédiatement à toutes les dettes. Les contrats à taux fixe protègent leurs intérêts jusqu'à l'échéance ; les emprunts à taux variable sont exposés selon leurs dates de révision. Le refinancement constitue un autre canal : une ancienne dette peut devenir plus coûteuse lorsqu'elle doit être remplacée.

Pour un emprunteur africain, la variation du taux de référence se combine avec la prime de risque, la monnaie et la durée. Une baisse du risque propre au pays peut être partiellement absorbée par la hausse internationale. Il faut donc décomposer le mouvement avant d'attribuer un succès ou un échec à une seule décision nationale.

Les observations du 1er octobre décrivent un état du marché à une date précise. Elles ne démontrent pas la trajectoire des mois suivants. La réponse de gestion consiste à examiner le calendrier des échéances, les recettes en devises et les marges budgétaires, plutôt qu'à transformer une photographie de marché en prévision certaine.

Sources de travail : Reuters, 1er octobre 2026 ; données de marché LSEG citées par Sources de travail : Reuters / LSEG, 1er octobre 2026 ; sources citées dans STEAZ DAILY NEWS du 2 octobre 2026.

ANALYSE

L’IA DEVIENT UNE INDUSTRIE ÉLECTRIQUE

Le calcul change d’échelle : derrière les modèles se trouvent désormais des centrales, des réseaux, des data centers et des bilans financiers.



Illustration IA · Scène non documentaire

JERA, Dell Technologies et RHAELM ont signé un protocole d’accord pour développer au Japon un modèle d’infrastructure d’intelligence artificielle à grande échelle. Le premier projet, à Chiba, pourrait mobiliser plus de 15 milliards de dollars et jusqu’à 400 MW de puissance : l’IA devient une industrie de l’énergie, du foncier et du capital.

Le 1er octobre, JERA, Dell Technologies et RHAELM ont annoncé un protocole d’accord visant à créer un modèle standardisé de développement d’infrastructures d’intelligence artificielle au Japon. Le premier terrain d’application est un projet à Chiba, adjacent à une centrale de JERA.

Le chiffre principal est spectaculaire : plus de 15 milliards de dollars de déploiement de capital sont attendus sur l’ensemble des phases du projet, couvrant le foncier, les infrastructures électriques, la construction des bâtiments et les équipements informatiques. Mais, comme pour tout projet de cette taille, ce montant doit être enregistré comme investissement prévu dans le cadre du MoU, et non comme dépense déjà exécutée.

La capacité électrique annoncée atteint jusqu’à 400 MW. À cette échelle, le data center deviendrait l’un des plus grands sites d’infrastructure IA en Asie. Les opérations doivent commencer progressivement autour de 2028, avec une montée en puissance ultérieure. Là encore, 400 MW constituent une capacité cible, pas une consommation actuellement observée.

Le projet est intéressant parce qu’il révèle la nouvelle chaîne industrielle de l’intelligence artificielle. Un modèle ne fonctionne pas seulement avec des algorithmes. Il faut des processeurs, des racks, des réseaux, du refroidissement, des bâtiments, des transformateurs, des connexions, du foncier et surtout une alimentation électrique stable vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

JERA apporte précisément cette composante énergétique. Le projet doit être installé « behind the meter », à proximité directe d’un actif de production électrique. Cette configuration vise à raccourcir les délais d’accès à la puissance par rapport à un projet entièrement dépendant d’une nouvelle connexion au réseau public.

Dell doit fournir une architecture informatique standardisée à l’échelle des racks, tandis que RHAELM porte le développement et l’exécution du data center. Apollo Global Management est présenté comme partenaire stratégique potentiel pour l’investissement et le financement. Le montage réunit donc quatre dimensions habituellement séparées : énergie, technologie, développement immobilier spécialisé et capital financier.

La présence de JERA souligne aussi le rôle du gaz naturel liquéfié dans la stratégie. L’entreprise est l’un des principaux producteurs d’électricité du Japon et un acteur majeur du LNG. Le modèle présenté relie ainsi l’approvisionnement en gaz, la production d’électricité et la capacité informatique. Cela montre que la compétition pour l’IA n’est pas dissociée des marchés énergétiques mondiaux.

Pour les investisseurs, la logique est également nouvelle. Les data centers hyperscale exigent des montants comparables à de grandes infrastructures industrielles. Ils nécessitent des engagements de long terme et une visibilité sur la demande de calcul. Le risque n’est donc plus seulement technologique : il devient financier et énergétique.

Cette évolution intéresse directement l’Afrique. Plusieurs pays cherchent à attirer des data centers, à développer des services cloud locaux ou à renforcer leur souveraineté numérique. Mais accueillir des infrastructures IA de grande taille suppose de résoudre simultanément quatre contraintes : disponibilité de l’électricité, fiabilité du réseau, connectivité internationale et coût du capital.

Un pays peut disposer d’un bon réseau de fibre et d’une

ANALYSE

L’IA DEVIENT UNE INDUSTRIE ÉLECTRIQUE — SUITE

main-d’œuvre numérique compétente tout en restant peu attractif si l’énergie est chère ou instable. Inversement, une abondance électrique sans connectivité, sans sécurité juridique ou sans marché ne suffit pas. L’avantage compétitif se construit dans l’articulation de ces facteurs.

Le projet japonais montre également que l’accès à l’électricité devient un facteur de délai. Dans les marchés où les réseaux sont saturés, obtenir une connexion de plusieurs centaines de mégawatts peut prendre des années. Installer le calcul près d’un actif énergétique existant devient donc une stratégie industrielle à part entière.

STEAZ suivra ce projet en distinguant les étapes : MoU → financement → permis → construction → équipements → mise sous tension → démarrage des opérations → montée à 400 MW. La valeur du projet ne sera confirmée que lorsque ces étapes produiront des capacités réellement disponibles.

L’intelligence artificielle est souvent racontée comme une révolution immatérielle. Chiba raconte l’inverse : plus le calcul devient stratégique, plus il repose sur des actifs très physiques. Derrière chaque modèle se trouvent désormais une centrale, un réseau, un bâtiment, des équipements et des milliards de dollars de capital.

Source principale : JERA, communiqué du 1er octobre 2026 ; informations publiques de Dell, RHAELM et Apollo relatives au projet de Chiba.

Un accord avec Constellation porte sur 690 MW et doit soutenir plus de 3 milliards de dollars d’investissements ainsi que 190 MW de capacité nucléaire supplémentaire. Derrière l’IA apparaît une nouvelle bataille : sécuriser l’électricité sur plusieurs décennies.

Amazon et Constellation ont annoncé le 30 septembre un accord d’achat d’électricité d’une durée de 20 ans autour de la centrale nucléaire de Calvert Cliffs, dans le Maryland.

L’accord porte sur 690 MW, dont environ 190 MW de nouvelle capacité attendue entre 2030 et 2032. Constellation indique que l’engagement doit permettre plus de 3 milliards de dollars d’investissements dans les infrastructures du site.

Pourquoi une entreprise technologique s’engage-t-elle aussi longtemps sur l’électricité ?

L’IA CHANGE LA VALEUR STRATÉGIQUE DU MÉGAWATT

Les infrastructures numériques liées à l’intelligence artificielle nécessitent d’importantes quantités d’électricité disponibles de manière stable.

La compétition ne porte donc plus uniquement sur les modèles, les semi-conducteurs ou les data centers.

Elle descend jusqu’à l’énergie qui les alimente.

IA → DATA CENTERS → DEMANDE ÉLECTRIQUE → CONTRATS LONG TERME → NOUVELLES CAPACITÉS
Amazon obtient ainsi davantage de visibilité sur une partie de son approvisionnement énergétique tandis que Constellation obtient, grâce à l’engagement de long terme, davantage de visibilité sur les revenus nécessaires aux investissements.

C’est une relation entre demande garantie et capacité financée.

CE QUE CELA SIGNIFIE POUR L’AFRIQUE

Le sujet mérite une attention particulière sur le continent.

Si l’Afrique veut attirer davantage de data centers, de cloud et à terme de capacités de calcul liées à l’IA, la disponibilité d’une électricité abondante, fiable et compétitive deviendra un facteur de localisation aussi important que la fibre, le foncier ou la fiscalité.

La course mondiale à l’IA devient donc progressivement aussi une course à l’infrastructure énergétique.

Et dans cette course, le mégawatt pourrait devenir presque aussi stratégique que la puce.

La Banque d’Angleterre alerte sur l’augmentation rapide du financement par dette des investissements liés à l’intelligence artificielle. Plus les marchés financent l’IA, plus une déception technologique ou économique pourrait se transmettre au système financier.

La course mondiale à l’intelligence artificielle change d’échelle.

Elle change aussi de bilan.

Selon une estimation de Morgan Stanley reprise par le Financial Policy Committee de la Banque d’Angleterre, les émissions mondiales de dette liées à l’IA atteignaient environ 450 milliards de dollars début septembre 2026, soit plus du double du total enregistré sur l’ensemble de 2025.

Ce chiffre révèle une transformation importante.

L’expansion de l’IA n’est plus

ANALYSE

L'IA DEVIENT UNE INDUSTRIE ÉLECTRIQUE — SUITE

financée uniquement par les gigantesques flux de trésorerie des groupes technologiques.

Une part croissante passe par les marchés de dette.

QUAND LA COURSE À L'IA ENTRE DANS LE SYSTÈME FINANCIER

Data centers, puces, réseaux électriques et autres infrastructures nécessaires à l'IA exigent des investissements massifs.

La Banque d'Angleterre note également une estimation de JPMorgan selon laquelle environ 4 100 milliards de dollars de dépenses d'investissement liées à l'IA pourraient être financés par dette entre 2026 et 2030. Morgan Stanley estime parallèlement que quelque 700 milliards de dollars de dépenses de data centers entre 2026 et 2028 pourraient être financés par le crédit privé.

La chaîne devient alors :

ATTENTES SUR L'IA → INVESTISSEMENTS → DETTE → INFRASTRUCTURES → REVENUS ATTENDUS Tant que les revenus et gains de productivité correspondent aux anticipations, cette mécanique peut fonctionner.

Le risque apparaît si les attentes changent.

LE RISQUE N'EST PAS L'IA ELLE-MÊME

La Banque d'Angleterre ne dit pas qu'une crise financière provoquée par l'IA est inévitable.

Elle avertit que la hausse de l'endettement élargit l'exposition des marchés financiers au secteur, tandis que certains montages présentent davantage de levier, d'opacité et parfois des arrangements circulaires. Une révision brutale des anticipations de profits ou de productivité pourrait alors affecter non seulement les actifs technologiques, mais également d'autres segments financiers, y compris les marchés de dette souveraine.

C'est là que l'histoire devient stratégique.

La première phase de la révolution de l'IA était technologique.

La deuxième est infrastructurelle.

La troisième pourrait être financière.

PUCES → DATA CENTERS → ÉLECTRICITÉ → CAPITAUX → DETTE → RISQUE SYSTÉMIQUE Le véritable indicateur à surveiller n'est donc plus seulement la progression des modèles d'intelligence artificielle.

Il faudra également observer qui finance les infrastructures, avec quel niveau d'endettement, sur quelles hypothèses de revenus et qui supportera le risque si ces hypothèses ne se réalisent pas.

Pour l'Afrique, la conclusion est directe. Accueillir une partie de l'économie mondiale de l'IA ne se résume pas à former des ingénieurs ou à déployer de la fibre. Les data centers exigent une alimentation électrique fiable, de grandes capacités de refroidissement, des terrains, des réseaux de transmission, des équipements spécialisés et des contrats de long terme.

Cette transformation peut créer de nouvelles opportunités pour les pays capables d'offrir simultanément énergie, connectivité, stabilité réglementaire et accès au capital. Mais elle peut aussi accentuer les écarts entre économies si l'infrastructure physique ne suit pas. L'IA rappelle ainsi une règle ancienne : toute révolution technologique finit par rencontrer les contraintes du monde matériel.

Le centre de données réunit des actifs dont les rythmes économiques diffèrent. Les bâtiments et les infrastructures électriques durent plus longtemps que certains équipements informatiques. Financer l'ensemble avec un calendrier unique peut créer un décalage entre dette, remplacement technologique et revenus.

Le protocole d'accord japonais définit une intention de développement et une organisation envisagée. Il ne permet pas de considérer les investissements attendus comme engagés en totalité. La participation d'un partenaire financier potentiel demeure distincte d'un engagement ferme. Les phases du projet devront être enregistrées séparément.

La puissance électrique projetée ne représente ni une consommation annuelle constatée ni une quantité de calcul effectivement vendue. Le résultat commercial dépend de l'utilisation, de la disponibilité et des clients. Pour l'Afrique, la question n'est donc pas de reproduire une taille annoncée à l'étranger. Elle consiste à relier besoins numériques, énergie disponible, connectivité, compétences et coût du financement, puis à tester la demande qui rémunérera l'ensemble.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 — Amazon/Constellation et dette liée à l'IA ; STEAZ DAILY NEWS, 2 octobre 2026 — Japon, data center 400 MW.

ANALYSE

APRÈS LA DETTE, PRODUIRE

La stabilisation financière ouvre un espace. Le véritable test consiste à transformer cet espace en investissement, énergie, industrie et emplois.



Illustration IA · Scène non documentaire

Une mission du FMI est à Lusaka pour discuter d'un nouveau programme. Après plusieurs années dominées par la restructuration de la dette et la stabilisation, la Zambie veut déplacer le débat vers l'investissement, l'emploi et la diversification.

La Zambie a ouvert de nouvelles discussions avec une mission du Fonds monétaire international en vue d'un programme successeur à l'accord de 1,7 milliard de dollars arrivé à échéance en janvier. Aucun nouvel accord n'est encore conclu.

Cette nuance est importante.

Il s'agit pour l'instant de négociations.

Mais leur orientation mérite attention.

Le précédent programme avait accompagné une période dominée par la restructuration de la dette et le rétablissement des équilibres macroéconomiques. Le FMI constatait déjà en mai une remontée des réserves à 6,4 milliards de dollars, soit 4,4 mois d'importations, et un retour de l'inflation dans la bande cible de la banque centrale.

PASSER DE LA STABILISATION À LA TRANSFORMATION

Le problème de la Zambie change donc progressivement de nature.

Restaurer les équilibres ne suffit pas si l'économie ne construit pas ensuite de nouveaux moteurs de croissance.

Le FMI identifie notamment la diversification, l'amélioration de la productivité, la transformation du cuivre, la résolution des contraintes énergétiques ainsi que le développement de l'agro-industrie, du tourisme et du textile parmi les priorités discutées.

La séquence devient :

RESTRUCTURER → STABILISER → INVESTIR → DIVERSIFIER → PRODUIRE C'est cette transition qu'il faudra surveiller.

La réussite du prochain programme éventuel ne pourra donc pas être évaluée uniquement à travers les déficits, les réserves ou l'inflation.

La question plus exigeante sera de savoir si la stabilité retrouvée devient suffisamment solide pour attirer l'investissement privé et modifier la structure productive de l'économie zambienne.

La Zambie est un bon cas d'école pour STEAZ TIMES parce qu'elle oblige à distinguer deux temporalités. La première est financière : restructurer, stabiliser, retrouver des marges. La seconde est productive : investir, diversifier, augmenter la valeur ajoutée et réduire la vulnérabilité qui avait contribué à la crise.

Cette distinction vaut au-delà d'un seul pays. Une politique macroéconomique peut créer les conditions de l'investissement sans produire elle-même des capacités. La croissance durable apparaît lorsque l'espace financier retrouve un contenu productif : énergie, infrastructures, agriculture, transformation minière, industrie et services exportables.

Une restructuration de dette peut déplacer les échéances et améliorer la visibilité financière. Elle ne remplace pas les investissements qui permettront de produire, exporter et percevoir des recettes publiques. Le bénéfice doit être converti en décisions économiques dont les effets se construisent dans le temps.

La diversification exige de résoudre des contraintes concrètes : énergie, accès au marché, compétences, logistique et financement des entreprises. Une activité nouvelle ne devient pas compétitive parce qu'elle figure dans un programme. Elle doit pouvoir produire à un coût soutenable et vendre régulièrement.

La négociation avec le FMI reste un processus ; elle ne vaut pas accord de financement conclu. Les repères de réserves doivent conserver leur date et ne pas être présentés comme un solde actualisé en continu. Le suivi zambien devra relier la trajectoire budgétaire aux capacités productives et à leur usage, en séparant les réformes annoncées, les décisions adoptées et les résultats observables.

Sources de travail : STEAZ DAILY NEWS, 1er octobre 2026 ; sources citées dans l'article.

ANALYSE

LE MOIS EN PREUVES

Une page de résultats documentés, pas une addition d’annonces.



Illustration IA · Scène non documentaire

Le registre de ce numéro est arrêté au 2 octobre 2026. Il documente les opérations présentées dans les dossiers précédents ; il ne constitue pas un bilan du mois d’octobre. Chaque repère conserve sa date, son périmètre et son statut. Les montants ne sont pas additionnés, car ils désignent des prêts, des capacités projetées, des engagements attendus ou des paramètres de tarification différents.

BÉNIN — FINANCEMENT CONCLU. Les 500 millions d’euros sur douze ans décrivent une opération de financement appuyée par un partage du risque. Le prêt, la garantie et l’assurance ne sont pas trois enveloppes indépendantes. Le suivi concerne l’allocation, les décaissements et les investissements effectivement réalisés.

MAROC — MODERNISATION AÉROPORTUAIRE. L’accord de 270 millions d’euros signé en septembre porte sur une infrastructure à développer. La signature ne prouve pas la réception des équipements. Les prochaines preuves seront les marchés, les travaux et les services livrés, avec une attention à l’usage au-delà de l’échéance de 2030.

LAMU — PROJET LANCÉ. Les 16 milliards de dollars et les 700 000 barils par jour constituent des repères annoncés du projet. Ni la dépense totale ni la production correspondante ne sont constatées. Les engagements financiers, les contrats de construction, les autorisations et la mise en service devront être documentés séparément.

CORRIDOR DOUALA–N’DJAMENA — PROGRAMME APPROUVÉ. Les 538 millions de dollars ont été approuvés par l’IDA le 15 février 2022. La demande d’accélération de septembre 2026 concerne l’exécution. Elle ne crée pas un financement nouveau. Les bénéficiaires potentiels annoncés ne doivent pas être enregistrés comme déjà servis.

PROMETAL — FONDS DE ROULEMENT. Le financement renouvelable de 40 millions d’euros concerne le cycle d’approvisionnement et de production. Il ne prouve pas une extension de l’usine. L’analyse porte sur les intrants disponibles, la continuité de production et les délais d’encaissement.

CAMEROUN — TARIFICATION DU DIESEL. Le coût d’importation de 974,93 FCFA par litre et le prix à la pompe de 828 FCFA relèvent de périmètres distincts. Le soutien calculé dans une structure tarifaire n’est pas, à lui seul, une dépense effectivement payée. Volumes, validation des créances et paiements doivent rester identifiables.

JAPON — PROTOCOLE D’ACCORD IA. Le projet de Chiba envisage jusqu’à 400 MW et plus de 15 milliards de dollars de déploiement de capital sur ses phases. Le protocole d’accord décrit un cadre de développement. Il ne permet pas de considérer les phases comme achevées ou tous les financements comme sécurisés.

CAPITAL PRIVÉ — MÉTHODE EN RÉVISION. L’initiative des trente institutions porte sur la comparaison et l’attribution des flux. Les données historiques mondiales ne sont pas une réserve de fonds disponible pour l’Afrique. Les années, les géographies et les méthodes seront conservées avec chaque montant.

La base distingue enfin les chiffres observés des objectifs et des projections. Une valeur absente reste [non documentée]. Une évolution sera enregistrée dans une nouvelle version, avec sa source et sa date ; la formulation antérieure sera conservée afin que le lecteur puisse retrouver ce qui avait été annoncé.

Sources de travail : Registre STEAZ Data ouvert au 1er et 2 octobre 2026.

ANALYSE

CE QUE NOUS SURVEILLONS

Cinq dossiers restent ouverts après leur point zéro.



Illustration IA · Scène non documentaire

Cinq dossiers ouvrent un suivi au 2 octobre 2026. WATCH ne remplace pas les analyses du magazine : il conserve un point de départ, définit les preuves attendues et explique ce qui justifiera une mise à jour. L'absence de document nouveau ne sera pas interprétée comme la réalisation ou l'abandon d'un projet.

LAMU — DE LA CÉRÉMONIE AU CHANTIER. Le point zéro est le lancement physique du projet, le 30 septembre. Les contrôles suivants porteront sur les financements définitifs, les contrats de construction, les autorisations et la mobilisation des entreprises. Un avancement sera associé à une composante identifiée ; la première production restera distincte du fonctionnement industriel régulier.

Le dossier sera rouvert à la publication d'un engagement ferme ou d'une preuve d'exécution. Un calendrier révisé sera conservé à côté du calendrier initial. Le montant annoncé ne sera pas utilisé comme mesure de dépenses réalisées sans document de décaissement ou d'investissement.

CAMEROUN–ÉTATS-UNIS — SANTÉ. Le point zéro est un accord-cadre formalisé autour d'une architecture de 850 millions de dollars jusqu'en 2030. Ce cadre n'équivaut pas à une somme intégralement reçue. Les budgets engagés, les contributions, les décaissements, les programmes et les résultats sanitaires constitueront des étapes séparées.

La prochaine mise à jour sera déclenchée par un document budgétaire, un programme financé ou un résultat vérifiable. L'analyse précisera le financeur, la période et le périmètre. Un équipement réceptionné ne suffira pas à prouver un service continu ; les personnels, les consommables et l'accès des patients devront également être examinés.

CORRIDOR DOUALA–N'DJAMENA — CONTRACTUALISER ET LIVRER. Le financement IDA approuvé en 2022 constitue le socle documentaire. L'instruction de septembre à CAMRAIL ouvre un contrôle des contrats, de la mobilisation des entreprises et des sections traitées. Le montant sera conservé une seule fois, sans le recompter à chaque annonce.

Les mesures de résultat porteront sur des trajets et des catégories de transport comparables. Temps d'attente, durée totale, régularité et coût livré devront être distingués. Une baisse ponctuelle ne sera pas présentée comme une tendance avant plusieurs observations compatibles.

ÉLECTRICITÉ CAMEROUN — CROISER LES CALENDRIERS. Le risque de déficit pouvant atteindre 500 MW à l'horizon 2030 est conditionnel. Il doit être rapproché de la demande attendue, des centrales effectivement livrées et de la disponibilité du réseau. Une puissance annoncée ne constitue pas une énergie disponible en permanence.

La mise à jour sera déclenchée par une entrée en service documentée, une évolution de la demande ou un calendrier révisé. Le suivi examinera les moyens de production et leur acheminement jusqu'aux utilisateurs. Une installation achevée mais indisponible sera décrite comme telle.

NOTATION SOUVERAINE — RENDRE LA DONNÉE COMPARABLE. L'initiative annoncée par la BAD doit être suivie dans ses modalités de mise en œuvre. Les prochaines preuves concernent les accompagnements engagés, les documents publiés et l'amélioration de leur régularité. Une action préparatoire ne sera pas présentée comme une hausse de notation obtenue.

Les conditions de financement seront comparées avec leurs monnaies, durées, garanties et dates de marché. Cette méthode évite d'attribuer à une seule initiative une évolution provoquée par plusieurs facteurs. WATCH conserve ainsi le chemin entre une intention, une décision, une réalisation et un résultat.

Sources de travail : Fiches WATCH Lamu, Santé Cameroun–USA, corridor Douala–N'Djamena, électricité Cameroun et notation souveraine/BAD.

ANALYSE

LE POINT ZÉRO DU N°01

La première édition fixe la méthode avant de prétendre montrer une tendance.



Illustration IA · Scène non documentaire

Ce premier numéro fixe une référence documentaire au 2 octobre 2026. Le tableau de bord n'affiche pas une tendance mensuelle : les points comparables nécessaires à cette mesure ne sont pas encore réunis. Sa fonction est de définir ce qui sera suivi et la manière dont chaque observation pourra être vérifiée.

CAPITAL — NOMMER L'INSTRUMENT. Le registre distinguera prêt, participation, garantie, financement renouvelable et investissement attendu. Chaque valeur conservera sa monnaie, sa période et son bénéficiaire. Une garantie ne sera pas additionnée au prêt qu'elle couvre. Une conversion monétaire sera signalée comme indicative lorsque c'est le cas.

EXÉCUTION — DATER LE JALON. Signature, clôture financière, décaissement, attribution des travaux, mobilisation, réception et entrée en service formeront des événements distincts. Pour chaque étape, un document ou une observation attribuable devra préciser ce qui a changé. Un calendrier annoncé ne sera pas enregistré comme un calendrier réalisé.

CAPACITÉ — SÉPARER LE NOMINAL DU DISPONIBLE. La puissance d'une centrale, la capacité d'une raffinerie ou la surface d'un terminal décrivent un potentiel technique. Disponibilité, utilisation et production effective décrivent son fonctionnement. Les unités seront conservées : MW et MWh, capacité quotidienne et volume annuel ne sont pas interchangeables.

COÛT — CONSERVER LE PÉRIMÈTRE. Un coût d'importation n'est pas un prix payé par l'usager. Un tarif ne comprend pas nécessairement les dépenses de secours ou les délais subis. Les comparaisons devront préciser ce qui est inclus, la date d'observation et les conditions du service. Les dépenses calculées et les paiements constatés resteront séparés.

RÉSULTAT — REGARDER LE SERVICE RENDU. L'évaluation portera sur l'usage : continuité, délais, volumes conformes, utilisateurs servis et accessibilité. Un bénéficiaire potentiel n'est pas une personne déjà prise en charge. Une installation réceptionnée n'est pas automatiquement un service opérationnel. Les résultats devront être rattachés à une période et à une méthode.

Une fiche comportera le pays ou le territoire, le secteur, l'objet, la valeur, l'unité, la source, la date de publication et le statut. Elle indiquera aussi la dernière mise à jour, le lien avec l'article et la preuve attendue. Si un élément manque, la fiche portera [non documenté] plutôt qu'une estimation improvisée.

Les révisions seront historisées. Une donnée nouvelle ne supprimera pas une ancienne formulation ; elle lui sera reliée avec l'explication du changement. Cette mémoire permettra de comprendre si un montant a été révisé, si un périmètre a été élargi ou si une promesse a franchi une étape.

La comparaison dans le temps exigera la même définition. Une rupture de série, un changement de méthode ou une modification de couverture sera signalé. Tant que cette condition n'est pas remplie, le tableau de bord présentera des repères datés plutôt qu'un classement ou une tendance trompeuse.

STEAZ Data conserve les observations. STEAZ Intelligence construit ensuite des analyses et des scénarios à partir de cette base, en séparant les faits des hypothèses. Le présent numéro ouvre cette chaîne sans prétendre qu'elle possède déjà l'historique complet nécessaire à toutes les mesures.

Sources de travail : Méthodologie interne STEAZ Data / STEAZ Intelligence.

STEAZ TIMES

INFORMER LE PRÉSENT.
DOCUMENTER LA TRANSFORMATION.
COMPRENDRE CE QUI VIENT.

STEAZ DAILY NEWS — quotidien de référence
Les Extensions STEAZ — mesurer, expliquer, suivre
STEAZ Data — mémoire structurée
STEAZ Intelligence — analyse stratégique
STEAZ TIMES — profondeur mensuelle



www.steaz.info

STEAZ MEDIA — Stratégie • Transformation • Éclairage • Afrique • Zénith

N°01 — OCTOBRE 2026